

ÉLUS DE DIEU ET ÉLUS DU MONDE
DANS LE ROYAUME DU GUATEMALA
(1753-1808)

Recherches Amériques latines
*Collection dirigée par Denis Rolland
et Joëlle Chassin*

La collection *Recherches Amériques latines* publie des travaux de recherche de toutes disciplines scientifiques sur cet espace qui s'étend du Mexique et des Caraïbes à l'Argentine et au Chili.

Dernières parutions

Morgan DONOT et Michele PORDEUS RIBEIRO, *Discours politiques en Amérique latine. Représentations et imaginaires*, 2012.

María Fernanda GONZÁLEZ, *Hugo Chávez et Álvaro Uribe ou La force des mots*, 2012.

Sophie DAVIAUD (dir.), *Amérique latine : De la violence politique à la défense des droits de l'homme*, 2012.

Sébastien JAHAN (dir.), *Les violences génocidaires au Guatemala, une histoire en perspective*, 2012.

Marie-Claire ALEXANDRINE-SINAPAH, *Itinéraire d'un esclave poète à Cuba. Juan Francisco Manzano (1797-1854), entre littérature et histoire*, 2012.

Fabrice PARISOT (éd.), *Alejo Carpentier à l'aube du XXI^e siècle*, 2012.

Karim BENMILOUD, Alba LARA-ALENGRIN, Laurent AUBAGUE, Jean FRANCO et Paola DOMINGO, *Le Mexique. De l'indépendance à la révolution. 1810-1910*, 2011.

Carine CHAVAROCLETTE, *Frontières et identités en terres mayas. Mexique-Guatemala (XIX^e-XXI^e siècles)*, 2011.

Christian Edward Cyril LYNCH, *Brésil. De la monarchie à l'oligarchie*, 2011.

J.-P. BLANCPAIN, *Les Européens en Argentine. Immigration de masse et destins individuels (1850-1950)*, 2011.

J.-P. BERTHE et P. RAGON (eds), *Penser l'Amérique au temps de la domination espagnole, Espace, temps et société, XVI^e – XVIII^e siècle, Hommages à Carmen Val Julian*, 2011.

Henri FAVRE, *Changement et continuité chez les Mayas du Mexique, Contribution à l'étude de la situation coloniale en Amérique latine*, 2011.

Marcos EYMAR, *La langue plurielle. Le bilinguisme franco-espagnol dans la littérature hispano-américaine (1890-1950)*, 2011.

Christophe Belaubre

ÉLUS DE DIEU ET ÉLUS DU MONDE
DANS LE ROYAUME DU GUATEMALA
(1753-1808)

Église, familles de pouvoir
et réformateurs bourbons

Préface de Michel Bertrand

L'Harmattan

à Maria, Yurely, Anayté, Eloisha, Q'anil

En couverture : dessin représentant Juan Miguel Rubio y Gemmir, trésorier de la cathédrale dans le diocèse du Guatemala (Archives Historiques de l'Archidiocèse de Guatemala).

© L'Harmattan, 2012
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-99633-5
EAN : 9782296996335

Remerciements

Je voudrais remercier tous ceux – parents, amis et universitaires – qui m'ont accompagné dans cette expérience centre-américaine depuis mon premier voyage en 1993. Le premier d'entre eux est le Professeur Michel Bertrand, de l'Université de Toulouse-Le Mirail, qui me fait l'honneur de préfacer ce livre et qui m'a fait découvrir véritablement un nouveau monde. Je ne peux pas citer tous les noms des centre-américanistes qui accompagnent mes recherches depuis plusieurs années mais je pense à eux et je les remercie tous vivement. J'ai cependant une immense dette morale et intellectuelle vis-à-vis de Jordana Dym, de Stephen Webre et d'Arturo Taracena. Je remercie aussi tout particulièrement Joëlle Chassin et Adeline Delezay pour la lecture soignée du tapuscrit.

Ma gratitude va aussi au laboratoire Framespa UMR 5136 du CNRS et à son directeur Jean-Marc Olivier. Il aura fait preuve d'une générosité que je n'oublierai pas. Enfin je pense chaleureusement à tous mes amis, Felipe Angulo, Sylvie Buscail, Laurent Richard, Sébastien Lasserre, Dominique et Renée Gilbon, Franz Binder, Udo Grub, Emmanuel Chavichvily, Edmond Grimberg qui soutiennent et encouragent mes recherches.

Préface

Malgré une bibliographie qui remplirait, à elle seule, des bibliothèques entières, l'histoire de l'Église dans l'Amérique espagnole reste un chantier encore largement ouvert. Comment comprendre une telle contradiction ? L'importance de cette question pour cette région du monde, en termes historiographiques s'entend, est étroitement liée à l'histoire d'une colonisation justifiée au nom de la religion, instrument au service de la « conquête spirituelle » selon la belle expression de R. Ricard. Elle se traduit aussi dans la puissance acquise durant l'époque coloniale par cette Église, en tant qu'institution, tant en termes économiques – toutes composantes confondues, l'Église est, au moment des crises d'indépendance, le principal propriétaire foncier aux Amériques et un agent financier de premier plan –, sociaux – elle est le refuge « naturel » des membres de l'élite créole, cette élite que C. Belaubre choisit de baptiser du nom « d'élus du monde » – et enfin que culturels, ses membres constituant l'essentiel des troupes de la *ciudad letrada* analysée par A. Rama. Ultérieurement, après 1821 et les crises d'indépendance, de manière presque inévitable, la question religieuse se retrouve au centre des vifs débats suscités par la construction des identités nationales latino-américaines, le courant libéral choisissant même d'en faire l'un des enjeux centraux dans les controverses politiques qui s'épanouissent tout au long du XIX^e siècle. Enfin, cette importance se retrouve dans la place centrale occupée encore aujourd'hui par l'Église dans la plupart des sociétés latino-américaines. On peut rappeler ici toute l'attention que le pape-voyageur Jean-Paul II a portée à cette région du monde : c'est sans conteste les pays de l'Amérique latine qu'il a le plus visités tout au long de son pontificat, s'y rendant à 17 reprises, visitant ainsi en 37 occasions au moins l'un des pays du sous-continent. Certes, cette position dominante est aujourd'hui largement contestée et remise en cause, tout spécialement sous l'influence de la montée en puissance des courants pentecôtistes et néo-pentecôtistes, notamment au Guatemala. Il n'empêche : l'Amérique latine reste encore aujourd'hui un monde où la catholicité reste prépondérante.

Une telle importance de la question religieuse en Amérique latine et la place longtemps centrale de l'Église comme institution structurante de ces sociétés latino-américaines ont largement alimenté la réflexion sur la réalité religieuse du sous-continent. Mais, et c'est bien là le cœur de la contradiction évoquée, cette analyse s'est trouvée directement impliquée dans les rivalités politiques à l'œuvre, à compter du XIX^e siècle, dans la construction des divers pays composant l'ensemble latino-américain. Écrire l'histoire de l'Église, celle de ses membres comme celle de son action évangélisatrice dans le monde latino-américain, a ainsi longtemps relevé d'un acte d'engagement. À ce titre, l'historiographie de l'Église catholique a

d'abord longtemps relevé d'une action militante n'hésitant d'ailleurs pas à mobiliser, dans un sens ou dans l'autre, le ressort de la polémique. C'est ainsi que l'on voit cette historiographie relative à la question religieuse osciller entre, d'un côté, l'exaltation d'une geste missionnaire dont elle souligne les mérites et, de l'autre, la condamnation d'une action destructrice des civilisations préhispaniques et donc coupable d'ethnocide ou encore la dénonciation du poids, si ce n'est de la responsabilité, de la religion dans l'archaïsme des sociétés latino-américaines. Dans ce domaine, le Guatemala offre un bel exemple des enjeux de ces querelles historiographiques difficilement soldées jusqu'en plein XX^e siècle. L'hagiographie s'incarne, dès le début du XVII^e siècle, dans l'œuvre du dominicain Antonio de Remesal, lui qui reconstitue par le menu, et sans négliger sa dimension « miraculeuse », le parcours missionnaire du père Las Casas dans la région. À l'inverse, les responsabilités de l'Église dans la faible intégration des populations indiennes à la nation, leur enfermement dans leurs traditions et le poids de la superstition sont dénoncés avec force par l'historiographie libérale du XIX^e siècle, dont le fer de lance, ici, fut sans doute Lorenzo de Montúfar.

Si chez le grand voisin du nord, le Mexique, le début du XX^e siècle voit se modifier progressivement l'approche de la question religieuse, il est clair que le Guatemala, et plus largement l'Amérique centrale, cette sorte de « Finistère » de l'empire espagnol en Mésoamérique, restent bien plus longtemps en marge de cette révision historiographique qui se met en marche ailleurs sous l'influence d'historiens étrangers. Certes, si la recherche entreprise par la regrettée Nicole Percheron à la fin des années 70 avait pu être menée à son terme, il est probable que le paysage historiographique en eût été changé. Mais son décès prématuré, conjugué à un accès aux archives archiépiscopales de la ville de Guatemala quasiment interdit aux chercheurs, sauf exception très rare et malheureusement toujours vraie en ce début de XXI^e siècle, a contribué à maintenir ce large pan de l'histoire centre-américaine dans une ignorance relative.

À ce simple titre, la recherche entreprise par C. Belaubre dans le cadre d'une thèse soutenue en octobre 2001 devant l'Université de Toulouse était une vraie gageure, particulièrement difficile à surmonter. Le manuscrit qu'il propose aujourd'hui est la version sérieusement remaniée et retailée d'une thèse foisonnante dont la première des qualités était peut-être d'abord une connaissance approfondie de la documentation disponible dans les archives, notamment centre-américaines. Son propos, qui s'inscrit dans le puissant courant historiographique qui, depuis les années 70, s'est attaché à l'étude des élites coloniales latino-américaines, repose sur une sociohistoire du haut-clergé centre-américain. L'outil central mobilisé pour mener à bien cette enquête est le concept de réseau, structure relationnelle au sein de laquelle la dimension familiale est inévitablement omniprésente. C. Belaubre s'attache ainsi en priorité à l'étude de la parentèle d'un individu, parfois d'un groupe

d'individus, en reconstituant les réseaux actifs mobilisés au gré de ses besoins, et tout spécialement d'abord pour se hisser au sommet du pouvoir ou pour y conserver un rôle dominant. Cependant, les acteurs ainsi identifiés autour d'égo ne se limitent pas à sa parentèle qu'une simple reconstruction lignagère, et donc généalogique, suffirait à identifier. On y retrouve pêle-mêle amis, proches et moins proches, protecteurs et protégés, ou encore collaborateurs, voire « collègues » si l'on ose appliquer ce vocabulaire relevant du milieu professionnel au haut-clergé, soit toute une trame relationnelle qui compose le « capital social » de chacun des 300 individus identifiés. Cette approche, venue de la sociologie des organisations et à l'efficacité largement éprouvée par les historiens depuis une quinzaine d'années, permet de dépasser les cadres classiques de toute structure sociale d'Ancien Régime organisée autour de ses ordres et de ses corps. Le propos est bien ici de mettre en évidence l'ensemble des liens, faibles ou forts selon la terminologie de M. Granovetter, qui servaient ainsi à s'assurer fidélités, appuis et relais.

L'approche suivie permet d'aborder la question des relations sociales au sein du haut-clergé de la capitainerie générale du Guatemala sous un angle qui constitue une réelle avancée dans notre connaissance. Elle met notamment en évidence la composition même du groupe social étudié, son mode de fonctionnement, sa mentalité, et certains des choix politiques de ses membres au cours du demi-siècle étudié. Dans le même temps, s'il apparaît d'abord comme un groupe fondamentalement homogène, l'étude met en évidence la force de sa hiérarchie interne. L'accès au haut-clergé colonial se retrouvait ainsi largement conditionné par le statut et les capacités relationnelles des familles qui faisaient don de leurs enfants à l'institution.

À la lecture de ce texte, on ne peut s'empêcher de le mettre en relation avec d'autres études portant sur le même groupe social dans d'autres régions de l'empire espagnol : d'abord avec celle de O. Mazin étudiant le chapitre cathédral de Valladolid durant toute la période coloniale puis, plus récemment, avec celle de L. Enriquez s'intéressant à l'ensemble du clergé chilien du XVIII^e et de la première moitié du XIX^e siècle. Grâce à ces travaux, qui tous suivent une même démarche prosopographique, auxquels on peut adjoindre ceux d'Aliocha Maldavski pour le Pérou et ceux de Charlotte Castelnau de L'Étoile pour le Brésil, centrés tous deux sur les membres de la Compagnie de Jésus, le visage du clergé de l'Amérique ibérique coloniale émerge de l'oubli dans lequel il était resté trop longtemps plongé.

Michel Bertrand

Université de Toulouse-Institut Universitaire de France

Introduction générale

Si l'historiographie de l'Empire colonial espagnol compte de très nombreuses études sur l'administration royale et son fonctionnement¹, le rôle joué par l'Église est encore particulièrement délaissé. Le Royaume du Guatemala ne fait pas exception et les histoires générales de l'Église reflètent la grande pauvreté d'ensemble des recherches sur le sujet². Les histoires religieuses publiées de nos jours sont encore trop souvent de simples prolongements de l'apologétique, certes sérieuses, ou des compilations de documents³. Cette situation a d'ailleurs été longtemps le cas en Espagne jusqu'aux travaux classiques d'Antonio Dominguez Ortiz, avant que ce pays connaisse à son tour un puissant mouvement de diversification des objets d'études historiques, – mouvement dont profita l'histoire de l'Église. Rien de tout cela en Amérique centrale... certes on trouve quelques biographies épiscopales, mais pratiquement aucune figure de prêtre n'a fait l'objet de monographie digne de ce nom⁴. Les voies tracées par Mary Patricia Holleran et Adriaan C. Van Oss n'ont pas été suivies⁵. La première s'attachait à analyser les relations conflictuelles qu'entretenaient l'Église et l'État au XIX^e siècle, tandis que le second réalisait une brillante étude sur le clergé paroissial du diocèse de Guatemala essentiellement au XVIII^e siècle. Seules exceptions à ce quasi-désert historiographique, la thèse de Carmela Velázquez sur le sentiment religieux dans le diocèse du Nicaragua à l'époque coloniale et les travaux d'Arturo Taracena sur la diffusion du culte de

¹ Voir la synthèse introductive de Michel Bertrand, *Grandeurs et misères de l'office, les officiers de finances de Nouvelle-Espagne, XVII^e-XVIII^e siècles*, Paris, Publications de l'Université de la Sorbonne, 1997.

² Enrique Dussel, *Historia General de la Iglesia en América Latina y América Central*, Tome 6, Salamanque, Madrid, Edición Sipiense, 1985 et Jesús María García Añoveros, "América Central: la iglesia diocesana" in *Historia de la Iglesia en Hispanoamerica y Filipinas*, Tomo II (Ed. Pedro Borges), Madrid, BAC, 1992, p. 215-258.

³ Même si Luis Diez de Arriba, Edgar Zuñiga et Luis Ernesto Ayala Bénítez s'efforcent d'adopter un ton neutre dans leur travail peu de sources sont citées et l'histoire de l'Église est artificiellement séparée du reste de la société : voir Luis Diez de Arriba, *Historia de la Iglesia Católica en Guatemala*, Guatemala, Arzobispado, 1980, II tomes, p. 480 et p. 509, Edgar Zuñiga, *Historia Eclesiástica de Nicaragua*, Managua, Editorial Hispamer, 1996 et Luis Ernesto Ayala Bénítez, *La Iglesia y la independencia política de Centro América: "El caso de El Estado de El Salvador" (1808-1833)*, Roma, Gregorian&Biblical BookShop, 2007. Voir aussi, dans un style encore plus traditionnel, Victor Manuel Sanabria Martínez, *Episcopologio de la diócesis de Nicaragua y Costa Rica. 1531-1850*, San José, 1946 y Ricardo Blanco Segura, *Historia Eclesiástica de Costa-Rica*, San José, Editorial Costa-Rica, 1967.

⁴ Deux exceptions méritent d'être signalées : Francisco Barnoya Gálvez, *Fray Ignacio Barnoya, prócer ignorado*, Ciudad de Guatemala, 1967; Cesar Brañas, *Antonio Larrazábal, un guatemalteco en la historia*, Guatemala, Editorial Universitaria, 1969.

⁵ Patricia Mary Holleran, *Church and State in Guatemala*, New-York, Columbia University Press, 1949 ; Adriaan C. Van Oss, *Catholic colonialism : A parish history of Guatemala (1524-1821)*, New York, Cambridge University Press, 1986.

Guadalupe au Guatemala¹. En fait, pratiquement aucun historien ne s'est penché comme au Mexique ou au Pérou sur l'économie de l'Église. Plus significatif encore, la seule grande histoire sociale et économique du Royaume de Guatemala, écrite par Murdo Mac Leod, évoque peu l'importance de l'Église dans le système économique d'Ancien Régime². Pourtant, son rôle dans l'économie n'est plus à démontrer³, et si Miles Wortman souligne à maintes reprises qu'elle constitue le cœur financier du système, ce dernier n'entre véritablement jamais dans les arcanes de son fonctionnement et conclut, à notre avis, sans le démontrer pleinement et surtout sans nuances, que les réformes des Bourbons provoquèrent son affaiblissement⁴. De même, si Severo Martínez Pelaez fait remarquer l'attitude franchement anti-lascasienne des Créoles et dénonce l'exploitation éhontée à laquelle se livraient les Dominicains, il reste très évasif sur l'organisation économique de l'Église.

Même si cet abandon historiographique contraste fortement avec la force du sentiment religieux que les chercheurs en histoire contemporaine soulignent chaque fois qu'ils s'arrêtent sur l'Amérique centrale⁵, ce n'est pas le seul élément qui pousse à s'intéresser à cette « marge » du monde américain. Ce choix offre de multiples avantages ; d'abord la grande majorité des pays d'Amérique latine naissent avec la décolonisation espagnole. Ce n'est pas le cas en Amérique centrale, puisque les élites choisissent, après bien des hésitations, de créer une fédération centre-américaine. Cette idée était alors beaucoup plus en accord avec l'organisation des peuples de l'Amérique centrale, (l'empire maya) qui, au moment de l'arrivée des Espagnols, n'avait pas grand-chose à voir avec les divisions nationales d'aujourd'hui. Les débats furent intenses et les résistances si nombreuses que ce projet dut être abandonné au terme d'une expérience politique encore bien mal connue⁶. D'autre part, cette région ne comporte pas les risques de

¹ Carmela Velázquez, "El Sentimiento religioso y sus prácticas en la diócesis de Nicaragua y Costa Rica, Siglos XVII y XVIII", Tesis de Doctorado, Universidad de Costa Rica, 2004 ; Arturo Taracena Arriola, *Guadalupismo en Guatemala. Culto mariano y subalternidad étnica*, Mexico, UNAM, 2008.

² Murdo Macleod, *Spanish Central America: A socioeconomic History, 1520-1750*, Berkeley, University of California Press, 1973, p. 383. L'auteur souligne néanmoins que les villes centre-américaines dans la seconde moitié du XVII^e siècle se transforment en des centres religieux et politiques où les populations créoles se replient en quête de salaire régulier pour faire face à la dépression économique.

³ Arnold Bauer (dir.), *La Iglesia en la economía de America latina: siglo XVI-XIX*, Mexico, 1986, le livre de Linda Greenow, *Credit and socioeconomic change in Colonial Mexico, Loans and Mortgages in Guadalajara, 1720-1820*, Boulder, Westview Press, 1983 ainsi que Gisela Von Webeser, *El crédito eclesiástico en la Nueva España. Siglo XVIII*, 2^a ed., México, Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Históricas/Fondo de Cultura Económica, 2010.

⁴ Miles Wortman, *Government and society in Central America, 1680-1840*, New-York, Columbia University Press, 1982, p. 132, 133-137.

⁵ Jean-Pierre Bastian, "Religión popular protestante y comportamiento político en América Latina, clientela religiosa y estado patrón en Guatemala y Nicaragua", in *Religiosidad Popular en América Latina*, Kohut und Meyers ed., *Arbeitsgemeinschaft Deutsche Latein Amerika Forschung (ADLAF)*, Frankfurt, Vervuert Verlag, 1988, pp. 81-103.

⁶ Voir Christophe Belaubre, *Élus du Monde et Élus de Dieu, les familles de pouvoir et le haut clergé en Amérique Centrale, 1753-1829*, thèse de doctorat de troisième cycle soutenue au sein du Groupe de

distorsion qui pèsent sur les études des élites dans les ports ou dans des régions dominées par l'extraction minière ou l'industrie textile. Excellent laboratoire, l'Amérique centrale permet de mieux connaître les dernières années de la colonisation espagnole lorsque se dessinent les contours d'une modernité politique qui cherche toujours à s'imposer au XXI^e siècle.

Pourquoi faire reposer cette analyse des conséquences des réformes des Bourbons sur une sociohistoire du haut clergé ? La réponse est autant sociale que politique. L'accès à la prêtrise, à l'exception des premiers temps de la Conquête, était le fait d'hommes qui conciliaient, relativement facilement, le choix d'une destinée hors du commun et la sécurité d'un emploi bien réglé, garantie par des capitaux familiaux et des revenus institutionnels. Les « serviteurs de Dieu » étaient des acteurs à part entière de la vie sociale, politique et économique. Le culte rendu à Dieu leur donnait une prééminence dans pratiquement tous les domaines. C'était l'ordre qui assurait les relations entre la terre et le Ciel : un véritable corps spécialisé, omniprésent, très visible, bénéficiant d'un statut à part. L'Église, tout en gardant un réel degré d'autonomie, était un maillon essentiel du système colonial, une partie de l'État, un agent efficace du recouvrement des impôts. Riche en représentations symboliques et en capacités organisatrices, ces « Élus de Dieu » formaient l'élite sociale coloniale aux côtés des officiers royaux, des grands commerçants et/ou des propriétaires terriens. Dans la mesure où la vie de ces hommes n'est pas examinée comme un corps monolithique mais plutôt comme un ensemble hétérogène, les membres du haut clergé sont des « objets » d'histoire car le clerc est souvent dans la position du « pion », parfois maître du jeu social et politique, mais de toute façon placé au cœur des stratégies des familles de pouvoir dont il est issu. L'univers colonial hispano-américain impliquait de ne pas se limiter au clergé séculier. Les vies des religieux, théoriquement entièrement consacrées à Dieu, s'apparentaient en fait tellement à celles des séculiers, que le Roi était très souvent sollicité pour se poser en arbitre dans de multiples conflits de compétences. Des dizaines de grandes familles de la capitale ou des villes provinciales avaient un représentant dans le clergé séculier et deux ou trois dans les couvents. D'autre part, les Ordres monastiques étaient au cœur du jeu social et politique tellement ils cristallisaient aux yeux des réformateurs bourbons ce monde colonial qu'il fallait changer, qui devait produire davantage. Dans le champ du politique, les membres du haut clergé exerçaient une influence réelle. Il semble en effet, contrairement aux conclusions de Miles Wortman, que les Bourbons ne parvinrent pas dans la seconde moitié du XVIII^e siècle à réduire de façon significative le pouvoir économique, social et politique de l'Église. En réalité cette institution animée par des hommes étroitement liés aux familles de pouvoir créole s'est

profondément réformée, sa nature profonde a évolué et certaines de ses composantes se sont effectivement affaiblies. L'échec des Bourbons n'est pas surprenant. Si la reprise en main du pouvoir protéiforme des créoles était possible sur le papier, un retour des serviteurs de Dieu dans le giron royal posait des problèmes bien plus délicats : d'abord l'Église garantissait la cohésion sociale à l'intérieur d'un empire profondément inégal. Les hommes d'Église assuraient une puissante occidentalisation de l'espace, une légitimation permanente de la puissance coloniale, sanctuarisaient le « pouvoir blanc ». Cette fonction sociale se monnayait : les membres du clergé étaient depuis longtemps des acteurs bénéficiant d'une large autonomie notamment dans le domaine économique. En outre, dans ce Royaume mal contrôlé du fait de sa position géographique, la présence d'une population indigène rétive, d'une population d'ascendance africaine inquiétante, renforçait encore l'utilité sociale et politique des clercs¹. Les grands serviteurs de l'Église étaient par ailleurs tout à fait conscients de leur pouvoir. Face aux velléités de réformes de leur institution, tout se négociait âprement dans un contexte social où les intérêts de l'Église n'étaient pas toujours opposés, loin s'en fallait, à ceux des familles de pouvoir. Ainsi cet essai examine la relation dynamique et complexe qui unissait ces familles dominantes et le haut clergé, relation qui est à l'origine d'une féroce résistance et d'une recomposition sociale profonde tout au long du XVIII^e siècle qui débouche sur l'émergence d'un pôle de pouvoir clérical². Cette relation organique entre les clercs et les élites est étudiée à partir d'une analyse prosopographique³ du haut clergé et d'une étude des familles de pouvoir en termes de réseau⁴. Ce concept de réseau revient à analyser « un

¹ Sur les multiples révoltes des populations indigènes voir José Daniel Contreras Reinoso, *Una Rebelión Indígena en el Partido de Totonicapán en 1820. El Indio y la Independencia*, Tesis de Licenciatura, Guatemala, Humanidades, USAC, 1951 ; Robert M. Carmack, "Motines indígenas en Momostenango en tiempo de la Independencia de Guatemala", *Estudios Sociales*, 9, 1973, pp. 49-66; Severo Martinez Pelaez, *Motines de Indios*, Mexico, Ediciones en Marcha, 1991 ; Robert W. Patch, *Maya Revolt and Revolution in the Eighteenth Century*, M. E. Sharpe, 2002 ; Aaron Pollack, *Levantamiento k'iche' en Totonicapán, 1820*, Guatemala, AVANCSO, 2008.

² Cette approche du poids des familles de pouvoir dans la société coloniale est d'autant plus importante que nous savons qu'en Europe les périodes de crises coïncident avec un renforcement des systèmes lignagers ; voir Jean Louis Flandrin, *Familles, parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, Le temps et les Hommes, Hachette, Paris, 1976 ; Peter Laslett, *Family life and Illicit Love in Earlier Generations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980.

³ En utilisant cette méthode nous ne sommes pas dans la position des pionniers, qui l'ont appliquée pour le cas de l'Empire romain (en particulier l'historien anglais R. Syme, mais aussi C. Nicolet), mais la construction de ces biographies collectives présente de très nombreux avantages pour étudier des réseaux de solidarités, pour les structurer, les délimiter intuitivement et, le cas échéant, les représenter. Voir Françoise Autrand, "Y a-t-il une prosopographie de l'État médiéval ?" in Françoise Autrand (édit.) : *Prosopographie et Genèse de l'État moderne*, Actes de la table ronde organisée par le C.N.R.S. et l'École normale supérieure de jeunes filles (Paris 22-23 oct. 1984), Paris, 1986, p. 10.

⁴ Antonio Gramsci, *Cahiers de prison, cahiers 19,20,21,22,23,24,25,26,27,28 et 29*, Paris, Editions Gallimard, 1991, pp. 15-117. Cahier 19 (Recherche sur le Risorgimento). Le prolétariat du Nord, pour étendre son hégémonie sur l'ensemble de l'Italie devra au préalable gagner à lui les intellectuels ruraux traditionnels du Sud. Dans la constitution de cette unité, les intellectuels organiques de la classe progressive doivent amener à eux les intellectuels traditionnels et, par leur intermédiaire, obtenir le

système de liens permettant d'englober et aussi de dépasser l'ensemble des relations ou des liens de toute nature noués par un individu membre d'un lignage »¹. On s'attache alors à l'étude de la parentèle d'un individu ou parfois d'un groupe d'individus en scrutant les réseaux actifs qui sont mobilisés par quelques familles pour se hisser au sommet du pouvoir ou pour y conserver un rôle dominant². Ce concept permet de dépasser le schéma classique d'une structure sociale d'Ancien Régime qui serait organisée autour des systèmes de patronage et de clientélisme. Cela ne veut pas dire que le patron et son client soient abandonnés comme outil heuristique mais il s'agit de bien mettre en évidence que ce type de liens servait aussi à s'assurer des fidélités entre groupes sociaux³. Les familles s'alliaient par la savante alchimie des mariages mais aussi par le jeu des solidarités réciproques qui se développaient avec le temps, de multiples liens sociaux qui pouvaient se défaire ou se recomposer. Cette approche privilégie l'étude des relations sociales unissant les acteurs tout au long de leur vie, leurs natures, leurs intensités et leurs limites⁴. Dans cette quête permanente de pouvoir social, économique et symbolique, – quête qui ne se déroulait pas sans conflits⁵ – les familles de pouvoir savaient, le cas échéant, utiliser le pouvoir protéiforme des prêtres pour se hisser et se maintenir en position dominante⁶. La prétention d'associer un essai de sociologie historique (même limité au haut-clergé) à l'histoire sociale d'une région aussi vaste et peuplée que celle du Royaume du Guatemala constitue peut-être un pari difficile. L'absence de travaux spécifiques sur le haut clergé – à partir d'une étude exhaustive des sources primaires – méritait bien que le long chemin menant à une meilleure connaissance de cette partie de l'histoire centre-américaine soit tracé...

consensus des classes subalternes. En ce sens, au Guatemala les intellectuels organiques – le haut clergé – et les grandes familles de pouvoir s'allièrent étroitement, à partir de l'Indépendance, avec le clergé rural des provinces pour se maintenir au pouvoir et tenter d'imposer un modèle de nation centre-américaine à leur mesure. Les familles de pouvoir, qui tenaient les rênes de l'économie vont donc, grâce au bloc historique, asseoir leur hégémonie sur l'ensemble du corps social.

¹ Michel Bertrand, "Familles, fidèles et réseaux : les relations sociales" in Juan Luis Castellano et Jean-Pierre Dedieu dir., *Réseaux, familles et pouvoirs dans le monde ibérique à la fin de l'Ancien Régime*, Paris, Éditions du CNRS, 1998, p. 182.

² Giovanni Levi fut le premier historien à utiliser cette problématique pour décrire le pouvoir des familles dominantes dans un village de Sarténa (dans le Turinois). Voir Giovanni Levi, *Le pouvoir au village*, Paris, Gallimard, 1989, p. 209.

³ Ernest Gellner, *Patronos y clientes*, Gijón, Júcar, 1985, p. 9-16.

⁴ Pierre Bouvier, *Le lien social*, Paris, Gallimard, 2005, p. 11.

⁵ Simona Cerutti, "Nature des choses et qualité des personnes. Le Consulat de commerce de Turin au XVIII^e siècle", *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n°6, 2002, p. 1491-1521.

⁶ Sur ce thème nous renvoyons cependant aux travaux récents de : Claire Dolan, *Entre tours et clochers. Les gens d'Église à Aix-en-Provence au XVI^e siècle*, Sherbrooke, Édition de l'Université, et Aix-en-Provence, Edisud, 1981 ; Timothy Tackett, *Priest and Parish in Eighteenth-Century France. A social and Political Study of the Curés in a Diocese of Dauphiné, 1750-1791*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1977 ; Antonio Irigoyen López, *Entre el cielo y la tierra, entre la familia y la institución, el cabildo de la catedral de Murcia en el siglo XVII*, Murcia, Universidad de Murcia, 2000.

En Amérique centrale, la plus grande partie des populations indigènes furent soumises en quinze années. Immédiatement, l'entité politique qui sert de cadre à notre étude (à l'exception du Panama) se mit en place. La ville de Guatemala, fondée en 1524, fut promue dès 1542 au rang de siège de l'Audience, comprenant tout le territoire qui, géographiquement, forme l'isthme centre-américain les provinces de Tabasco, Chiapas, Soconusco, Yucatán, Cozumel, Guatemala, San Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et Panama. Colonisation et évangélisation allèrent alors de pair avec le rassemblement des populations indigènes dans des villages où les missionnaires assuraient les fonctions spirituelles et civiles. Cette phase de la Conquête s'essouffla rapidement avec, au fil du temps, un raidissement des relations entre l'autorité royale espagnole, en déclin au XVII^e siècle, et des clercs créoles toujours plus nombreux et plus puissants. La multiplication des institutions religieuses dans la capitale du Royaume reflétait la parfaite intégration de l'Église dans la société coloniale. Antigua est aujourd'hui un véritable joyau, une photographie du passé colonial, où les vestiges des églises et des couvents témoignent avec force du poids des convictions religieuses dans le monde hispano-américain. Malgré d'innombrables tremblements de terres et autres cataclysmes, les familles de pouvoir s'acharnaient à reconstruire, dépensant des sommes parfois considérables.

La majorité des historiens s'accordent sur la faible intégration économique du Royaume du Guatemala. Après trois siècles d'histoire administrative partagée, combien d'habitants de Granada se définissaient comme Centre-Américains ou Guatémaltèques en 1821 ? Probablement très peu... mais c'est peut-être une explication trop commode qui justifie *a posteriori* l'éclatement de l'Amérique centrale en plusieurs États nationaux. Le Royaume était, en effet, davantage une juxtaposition d'économies régionales faiblement interdépendantes qu'un ensemble intégré au service d'un État redistributeur. Les maigres échanges se faisaient au bénéfice direct de grands commerçants implantés dans la capitale, lesquels s'appuyaient sur les facilités de crédit que leur offrait l'Église. Le clergé jouissait d'un prestige très important dans les villages comme dans les villes. Le roi et ses officiers étaient incontestablement en retrait dans l'imaginaire collectif des Latino-Américains, ce qui explique probablement ces nombreux exemples de théocraties qui jalonnèrent l'histoire de ce continent après les indépendances. Au bout du compte, il ne faut pas s'étonner que les circonscriptions religieuses, Guatemala, Chiapas, Nicaragua et Honduras, aient davantage contribué à façonner des identités territoriales que les multiples divisions administratives – toujours recomposées – du Royaume. Hormis l'exception costaricienne, ce sont les limites diocésaines qui ont donné naissance aux principaux États modernes centre-américains. On peut d'ailleurs se demander si, sans la présence des armées mexicaines au

Chiapas, les élites locales n'auraient pas mis en place un autre État centre-américain.

Dans ce cadre géographique, les limites chronologiques choisies correspondent à une double préoccupation : la longue durée d'une part, pour donner du sens aux séries ; deux dates (1753, 1808) d'autre part, qui permettent de passer d'une période d'apogée coloniale, qui porte le double sceau de la stabilité sociale et du frémissement politique provoqué par l'arrivée des Bourbons et l'influence française à ces « deux années cruciales », pour reprendre une expression de François-Xavier Guerra, qui marquèrent définitivement l'histoire de l'Amérique ibérique¹. Comme en France les Bourbons appliquent une politique régaliennne qui culmine précisément en 1753 avec la signature d'un concordat qui restera en vigueur jusqu'au XIX^e siècle. D'une manière générale la sécularisation de la justice va s'accroître et la politique à l'encontre des intérêts et des autonomistes cléricaux va faire l'objet d'une législation toujours plus insistante. Cette année-là, les ordres religieux du Royaume furent les premières victimes de ce courant idéologique. La sécularisation des *doctrinas* (village majoritairement peuplé par des Indiens qui payaient un tribut à la Couronne) annonçait l'expulsion des Jésuites². Incontestablement, l'Église fut alors, au moins symboliquement, durement touchée. Mais, au même moment, la région centre-américaine profitait d'un surcroît de croissance grâce au « boom » de l'indigo et, dans une moindre mesure, aux réformes libéralisant le commerce transatlantique. Fin mai 1808, la Couronne d'Espagne passe des Bourbons à José Bonaparte, la nouvelle de l'abdication de Bayonne provoque en Amérique d'imprévisibles bouleversements : l'empire vacille, les familles de pouvoir connaissent leurs premières divisions politiques : certains groupes s'insurgent, des villes entières basculent dans des soulèvements qui visent à proclamer leur loyauté à Ferdinand VII. Or cette « accélération » de l'histoire latino-américaine n'est pas un simple prolongement de la crise européenne. Depuis 1753, et probablement depuis l'avènement des Bourbons en Espagne, s'implantèrent dans quelques esprits ou quelques groupes sociaux les idéaux des Lumières, en particulier le libéralisme économique. Face à cette idéologie menaçante pour le *statu quo* colonial, la majorité de la population créole (et une grande partie des élites) n'est pas resté imperméable : elle s'est transformée en reformulant son alliance avec l'Église et ses serviteurs.

En plongeant dans l'univers socio-économique du haut clergé, cet essai ouvre la porte à une relecture de l'histoire sociale et politique de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Cette orientation méthodologique doit beaucoup aux

¹ François-Xavier Guerra, *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, México, Fondo de Cultura Económica, 1997, p. 118.

² Richard Koneczka, *América Latina, II la época colonial*, vol. 22, México, España, Argentina, Historia Universal Siglo XXI, p. 219.

travaux récents de Stephen Webre, Arturo et Luis Pedro Taracena, ou encore de Jordana Dym et Jorge González Alzate sur la capitale du Guatemala, Quezaltenango et Tegucigalpa, lesquels ont donné véritablement un nouvel essor aux études historiques¹. Tout en comblant quelques lacunes concernant les structures cléricales, omniprésentes dans la ville mais aussi associées aux campagnes, une approche micro-historique du haut clergé permet de rendre les institutions ecclésiastiques plus vivantes. Ces hommes d'Église sont autant d'individus qui entretiennent des relations entre eux (d'inimitié ou de solidarité) et en dehors de leur corporation (avec d'autres familles ou avec des fonctionnaires)². Pour se rapprocher du vécu, des modes de comportements détectables dans l'espace social, de cette vie privée qui s'impose peu à peu dans un système où les individus sont encore encadrés par des solidarités collectives et communautaires, la méthode privilégiée est celle de « la nécessaire articulation entre études sérielles et études de cas pour aborder l'histoire sociale et l'histoire des mentalités ». En opérant ce va-et-vient nécessaire entre la saisie globale et l'exploration en profondeur, voulu par Michel Vovelle, avec le souci d'appréhender la société dans sa complexité, dans ses évolutions, notre but est d'observer les conséquences sur le corps clérical du rôle nouveau de l'État – qui ne cesse de s'imposer depuis le XVI^e siècle –, du développement de l'alphabétisation et de la diffusion de la lecture – grâce à l'imprimerie – et enfin la mise en place de formes nouvelles de pratiques religieuses. L'individu, le groupe, la famille sont donc bien au cœur de notre approche car la frontière entre la vie institutionnelle des membres du clergé et celle de la sphère privée n'est jamais tracée avec netteté. Entre les pouvoirs du clerc et ceux de sa famille d'origine, l'imbrication est manifeste. Thomas Calvo n'hésite pas à évoquer une véritable symbiose d'intérêts³. Il ne faut donc pas s'étonner de la vitalité des recherches sur la famille. À la croisée de l'anthropologie, de la démographie, de l'histoire et de la sociologie, la diversité des formes de la famille est sans cesse posée⁴. Ce dynamisme s'est d'abord traduit par une explosion des études sur la transmission du patrimoine basée sur le cadre théorique de la reproduction sociale⁵. En Espagne notamment ces nouvelles

¹ Luis Pedro Taracena Arriola, *Ilusión minera y poder político, La alcaldía mayor de Tegucigalpa*, Tegucigalpa, Ediciones Guaymura, 1998 ; Arturo Taracena Arriola, *Invencción criolla, sueño ladina, pesadilla indígena: los Altos de Guatemala de región a estado (1740-1850)*, Guatemala, CIRMA, 1999. Jorge González Alzate, "A History of Los Altos, Guatemala: A Study of Regional Conflict and National Integration, 1750-1885", Universidad de Tulane, Nueva Orleans, 1994 ; Jordana Dym, *From Sovereign Villages to National States: City, State and Federation in Central America, 1759-1839*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2007.

² Bernard Lepetit, "De l'échelle en histoire", J. Revel, (dir.) in *Jeux d'échelles, la micro-analyse à l'expérience*, Paris, EHESS, Gallimard, Le Seuil, 1996.

³ Thomas Calvo, *L'Amérique ibérique de 1570 à 1910*, Paris, Éditions Nathan, 1994, p. 158.

⁴ André Burguière, Christiane Klapich-Zube), Françoise Zonabend, *Histoire de la famille*, 3 vols., Paris, Armand Colin, 1986.

⁵ Pierre Bourdieu, "Les stratégies matrimoniales dans le système de reproduction", *Annales ESC*, 1972, 4-5, p. 1105-1127.

études axées sur cette problématique des transmissions matérielles ont mis en évidence l'importance des réseaux mobilisés dans ce but¹. Ces travaux affinent notre connaissance du fonctionnement de la Monarchie espagnole et recentrent les recherches sur les articulations complexes existant entre le monde des élites locales² et celui des représentants de la Couronne. Il apparaît que la concentration des richesses est indissociable des faveurs dispensées par la personne du Roi. En Amérique, un puissant courant historiographique, arguant de l'éloignement physique du Roi, n'hésita pas à conclure à son impuissance face à des élites créoles qui, pendant longtemps, ne crurent pas aux menaces d'intervention militaire. Il était pourtant bien présent, surtout dans des zones comme le Royaume du Guatemala où le maintien des liens « ethniques » avec l'Espagne était absolument nécessaire. Dans cette région de l'empire fortement dominée par les populations d'ascendance maya, les familles créoles n'occupaient le sommet de la hiérarchie que parce qu'elles étaient blanches. Cette quête de capital symbolique explique pourquoi les élites créoles cherchaient avec avidité les femmes récemment débarquées d'Espagne³ et pourquoi les membres du haut clergé arboraient leur « pureté de sang » avec autant de morgue.

Dans le champ de l'histoire sociale, deux approches méthodologiques et un outil ont été privilégiés : la prosopographie, la mise en place de généalogies sociales axées sur la connaissance des réseaux forts, et l'ordinateur, outil qui gère des banques de données nominatives grâce auxquelles s'ouvre la possibilité de saisir des réseaux faibles, si difficiles à repérer dans le champ des études générales⁴. Les deux premières offrent l'avantage de faire appel au même type de sources mais gardent des spécificités propres. La prosopographie s'appuie sur une accumulation de données biographiques sélectionnées en fonction d'un groupe déterminé permettant de présenter un profil moyen des membres du groupe considéré. Cette méthode est applicable en présence de groupes sociaux fortement structurés, mais le but recherché est le dépassement de ces structures et la

¹ Ces travaux sont cités dans la synthèse introductive de Jean-Pierre Dedieu et Zacarias Moutoukias ; voir Juan Luis Castellano et Jean-Pierre Dedieu (dir.), *Réseaux, familles...*, op. cit., p. 23.

² Ce concept d'élites est parfois utilisé par commodité mais le terme « familles de pouvoir » est peut-être préférable dans le contexte d'Ancien Régime. Voir l'excellente synthèse sur le sujet dans un numéro spécial de la Revue *CARAVELLE, Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien* intitulé : "Les élites latino-américaines", n° 67, p. 7-169, Toulouse, 1996.

³ Juan Luis Castellano et Jean-Pierre Dedieu (dir.), *Réseaux, familles...*, op. cit., p. 29.

⁴ La prise en compte des réseaux forts (les co-résidents et des parents proches) et des réseaux faibles (toutes les relations sociales repérées dans les archives matérialisées sur les graphiques par une couleur selon la nature du lien) nous ont permis de conceptualiser certains réseaux sous la forme de diagramme de points. Nos réseaux sociaux correspondent alors à la formule bien connue de Clyde Mitchell, qui définit le réseau social : " comme un ensemble spécifique de connexions entre un groupe défini de personnes, avec une propriété additionnelle, à savoir que lesdites connexions prises comme un tout peuvent servir à interpréter le comportement social des personnes concernées..." Voir J. Clyde Mitchell, *Social Networks in Urban Situations*, Manchester, Manchester UP, 1969, p. 2.

réintroduction de l'acteur social¹. La prosopographie classique sert alors à saisir la capacité que les membres d'un groupe social avaient d'agir sans se soumettre aux normes imposées par les structures². L'établissement de quelques généalogies sociales nous fournit des réponses sur la formation des relations sociales, sur certains comportements et même sur la psychologie collective du groupe et sur la nature de son rapport avec la famille étroite ou élargie³. Les efforts de recherches ont été concentrés sur la compilation d'informations qui permettent de caractériser la condition sociale des familles dont sont issus les membres du haut clergé ainsi que l'évolution de leur situation. Nous sommes conscient d'avoir laissé de côté de très nombreuses ressources documentaires et des sections entières des archives générales centre-américaines n'ont pas été consultées. Cette recherche sera peut-être facilitée dans le futur grâce à la mise en réseau, via Internet, des généalogistes. En attendant, nous avons encore un fort pourcentage d'information manquante⁴. Le clerc est un homme d'Église, mais c'est aussi et surtout le cadet d'une famille qui attend beaucoup de sa carrière ecclésiastique. Du personnage central qu'est le clerc, nous sommes arrivés, en utilisant toutes les sources à notre disposition, à sa famille, à ses frères et sœurs, ses cousins et ses oncles, d'où l'intérêt de trois générations pour dépasser les enseignements des généalogies classiques⁵. Après une synthèse des principales caractéristiques de l'économie centre-américaine (chapitre I),

¹ Michel Bertrand, "De la familia a la red de sociabilidad", *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 61, n° 2, avril-juin 1999, México D.F., p. 110.

² Simona Cerruti, "La construction des catégories sociales", dans J. Boutier et D. Julia (dir.), « Passés recomposés, champs et chantiers de l'histoire », *Autrement*, Paris, 1995, pp. 224-234.

³ Adeline Daumard, "Les Généalogies sociales : un des fondements de l'histoire sociale comparative et quantitative", dans *Annales de Démographie Historique*, Paris, 1984, pp. 10-23.

⁴ Les 300 personnes du corpus font progressivement l'objet de petites biographies mises en ligne dans le cadre du projet de " *Diccionario Biográfico Centroamericano* " (DBC) via le site de la *Asociación para el Fomento de los Estudios Históricos en Centroamérica*. En consultant le dictionnaire il est ainsi possible de connaître quelles sont les informations qui nous font encore défaut pour compléter ce corpus. De nombreuses biographies publiées dans le cadre de ce projet sont citées dans l'ouvrage et constitue une relation originale et complémentaire entre la publication classique et la publication numérique. Voir Christophe Belaubre et Stephen Webre (Eds). <http://www.afehc-historia-centroamericana.org/index.php?action=lst&type=diccionario>. Les biographies sont citées dans ce livre de la façon abrégée en mentionnant le nom de l'auteur, du personnage, le dictionnaire DBC, le site AFEHC et le numéro identifiant. Les sources ayant permis la rédaction de ces biographies sont accessibles aux chercheurs qui participent au projet collectif du dictionnaire. Certaines biographies sont modifiées au fil de l'eau pour corriger d'éventuelles erreurs ou préciser certains aspects.

⁵ Le traitement des données par ordinateur aura été au cœur de notre méthode de travail. Après de multiples tâtonnements et découvertes, nous avons opté pour la constitution de trois bases de données, toutes complémentaires, qui nous facilitèrent les phases de traitement des informations et de rédaction. Le premier fichier sur le haut-clergé réunit plus de 10.000 références sur 300 personnes tandis que le second, alors qu'il touche 2.500 personnes environ, incluant des curés, des chapelains, des religieuses et des moines, ne rassemble que 15.000 références. Dans le troisième fichier, nous avons près de 5 000 notes tirées de nos lectures. Ces fichiers sont constitués avec le programme FILEMAKERPRO. En fonction des problématiques abordées et de la nature de certains documents d'archives, nous avons construit de nouvelles bases de données pour étudier les chapellenies, les cens. Les généalogies sont reconstituées grâce au programme HEREDIS.

les différents rouages qui assuraient la prospérité de l'Église centre-américaine sont analysés (chapitre II). Ensuite la redéfinition des relations entre l'Église et la Couronne (chapitre III) est étudiée jusqu'à la décision prise par la Couronne d'imposer le transfert de la capitale du Royaume détruite par plusieurs tremblements de terre et ce malgré l'opposition des autorités religieuses. Cette analyse nous amène au cœur d'un système social dominé par les familles de pouvoirs de la capitale et des provinces (chapitre IV), préalable nécessaire pour essayer de mieux connaître comment l'Église fonctionnait et surtout qui la contrôlait véritablement et comment elle a pu résister efficacement aux réformes des Bourbons tout en étant profondément transformée (chapitre V).

Chapitre I

Forces et faiblesses de l'âge d'or centre-américain

Avant d'étudier la place de l'Église dans la société centre-américaine, une analyse des forces et faiblesses de la région s'impose car la combinaison de multiples facteurs a contribué à déterminer l'existence dans cet espace d'un pouvoir clérical original, apte à centraliser les maigres richesses aux mains de quelques familles de pouvoir dans la capitale du Royaume (et dans une moindre mesure dans quelques villes de province), au détriment des autres entités administratives que regroupait l'Audience du Guatemala. Quatre aspects sont développés : les spécificités du milieu naturel centre-américain, les faiblesses de l'économie, l'organisation largement structurée par deux groupes : le « Comercio de Guatemala » et le « Comercio de España » et enfin la situation foncière plus particulièrement exposée à des tensions du fait des richesses essentiellement agricoles du Royaume.

Tableau synoptique de la structure productive

Les enjeux économiques locaux sont analysés à partir des espaces géographiques correspondant aux États membres de la Fédération centre-américaine telle qu'elle a existé jusqu'en 1839 – à l'exception du Chiapas qui se trouve alors déjà inclus dans l'État mexicain¹. C'est un choix commode qui ne présuppose cependant pas l'existence de liens protonationalistes. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, les officiers royaux regroupaient les diverses unités administratives de l'Amérique centrale (au nombre de vingt-deux en 1778) en cinq espaces : la superintendance de Guatemala et quatre intendances (Chiapas, San Salvador, Honduras et Nicaragua). Les limites des futurs États centre-américains étaient déjà pratiquement en place. Cette redéfinition correspondait à la prise en compte d'espaces régionaux déjà intégrés. Elle avait aussi l'avantage de mettre les intendants sur un pied d'égalité avec les évêques, puisqu'on se rapprochait alors de la division territoriale des cinq diocèses centre-américains². Le géographe Alain Musset assimile l'Amérique centrale à une sorte d'archipel de terres fermes qui aura fonctionné plus comme une frontière que comme une passerelle entre les

¹ Carolyn Hall et Hector Pérez Brignolli, *Historical Atlas of Central America*, Norman, University of Oklahoma Press, 2005.

² Sur la question de la définition des frontières entre le sud du Mexique et l'Amérique centrale voir l'excellente synthèse publiée par Philippe Bovin (coord.), *Las Fronteras del Istmo. Fronteras y sociedades entre el Sur de México y América central*, México D.F., CEMCA-CIESAS, 1997.

deux continents¹. Incontestablement, la nature du sol, l'altitude, les caractéristiques physiques très complexes, sont à l'origine de systèmes différents d'une région à l'autre, ce qui se traduit par de fortes spécialisations régionales dans le domaine des productions agricoles et minières. Il faut donc les avoir à l'esprit pour comprendre les choix économiques des acteurs. La région s'étend sur 540.000 km², entre le 8° et le 18° de latitude Nord, et se présente sous la forme d'un couloir de 2000 kilomètres de long qui se rétrécit progressivement vers le sud. La configuration géophysique est déterminée par la présence de plusieurs groupes montagneux qui correspondent à une des sections de la Cordillère des Andes. Autre trait spécifique à pratiquement toutes les régions de l'isthme, l'axe volcanique, qui longe les côtes du Pacifique sur près de 1500 km, à des altitudes oscillant entre 650 et 440 mètres. Nombreux sont les volcans en activité. À ce relief capricieux, il faut ajouter l'instabilité tectonique, qui place toutes les activités humaines sous le risque d'une destruction. Trois types de climats prédominent : les terres chaudes (situées entre 0 et 1000 mètres, avec des températures entre 20 et 30 °), les terres tempérées (entre 1000 et 2000 mètres, températures entre 15 et 20 °) et les terres froides (à plus de 2000 mètres, avec des températures entre 10 et 15 °). Les pluies sont saisonnières, abondantes pendant les mois les plus chauds, de mai à octobre, plus fortes en altitude, et pratiquement nulles de novembre à février. La seconde moitié du XVIII^e siècle est marquée par une réelle reprise démographique, inégale cependant selon les régions. Cette population nous est connue grâce à divers *censos* ou recensement réalisés en 1778, 1805 et 1824². Elle passe, dans l'intervalle d'un demi-siècle, d'un peu moins de 800 000 à 1 200 000 habitants (sans inclure le Chiapas alors rattaché au Mexique). Cette augmentation de 60 % en l'espace d'un demi-siècle est relativement importante. Mais est-ce là la preuve d'une plus grande production de produits alimentaires et, dans ce cas, peut-on avancer l'idée que l'Amérique centrale aurait connu, comme en Irlande et en Angleterre, une amélioration des rendements à la semence ? À l'échelle hispano-américaine, les historiens spécialisés des questions économiques sont amenés à répondre par la négative³. Le curé Fernando Antonio Dávila insiste sur les retards dans le domaine des techniques et des savoirs agricoles dans sa région natale du Chiapas : « *Plus que toutes les autres, la misérable Province de*

¹ Alain Musset, *L'Amérique centrale et les Antilles : une approche géographique*, Paris, Armand Colin, 2^e édition, 1998.

² George Lowell et Christopher Lutz, *Demografía e imperio, Guía para la Historia de la Población de la América Central Española, 1500-1821*, Guatemala, Editorial Universitaria, Universidad San Carlos de Guatemala, Plumsock Mesoamerican Studies, 2000.

³ Lyman Johnson et Enrique Tandeter, *Economías coloniales. Precios y salarios en América Latina, siglo XVIII*, México, Fondo de Cultura Económica, 1990, p. 39-40. Le XVIII^e siècle est marqué par une triple tendance. le recul des terres consacrées à l'élevage au profit de cultures vivrières; la terre est exploitée de manière plus intensive et son prix tend à augmenter; la productivité agricole n'augmente plus à la fin du XVIII^e siècle et passe même par une phase de crise.

Ciudad Real s'est trouvée dans un abandon total. Ici il n'y a pas d'agriculteurs instruits pour faire avancer l'agriculture (...), de même on ignore la méthode et le moyen d'enrichir les sols, on n'a pas non plus d'instruments appropriés pour les travailler (...), c'est difficile à croire, mais il ne fait aucun doute que par ici on ne connaît pas la grande charrue avec mancheron »¹. A défaut de véritables recherches centrées sur cette question il est raisonnable de penser que c'est plus l'addition de plusieurs facteurs favorables qui explique cette embellie : principalement l'arrivée régulière de migrants espagnols et africains, une meilleure prévention par la Couronne des crises frumentaires et les campagnes de vaccinations antivarioliques, à partir de 1803, parmi la population. Des facteurs locaux favorisèrent en outre la reprise démographique. Les migrations de population, des Basses Terres, vers les Hautes Terres du fait de la crise du cacao, étaient moins fréquentes ce qui permettait une réorganisation des communautés indigènes². La bonne santé de l'économie a pu encourager le redressement de la courbe démographique indigène³. En dehors de la capitale du Royaume, il est peu probable que les documents conservés soient suffisants pour pouvoir réaliser un jour cette enquête⁴. Le Guatemala et le Chiapas se caractérisaient par la présence largement dominante de la population indigène. À l'inverse, le Honduras et le Nicaragua étaient peuplés majoritairement par une population *ladina*. La situation est beaucoup plus équilibrée au Salvador. Les Créoles et les Espagnols étaient proportionnellement très peu nombreux dans toutes les provinces sauf au Costa Rica (Table 1).

¹ *Archivo General de Indias* noté dorénavant AGI, Guatemala 974 (1813). A propos du l'usage du "don" devant les noms cités dans ce livre nous avons pris la liberté de ne pas l'utiliser pour ne pas alourdir le texte mais il est évident que la majorité des personnes citées dans ce livre portaient ce titre en l'usurpant ou non. Voir Christophe Belaubre, "Fernando Antonio Dávila", in *Diccionario Biográfico Centroamericano*, site AFEHC, identifiant 625.

² Pour une bonne analyse sur l'impact du cacao dans l'économie centre-américaine voir Gustavo Palma Murga, "Economía y Sociedad en Centroamérica, (1680-1750)", en *Historia General de Centroamérica*, Tome II, chapitre 4, Costa Rica, FLACSO, 1994, p. 254-256.

³ Cependant, des recherches spécifiques en ce domaine n'existent pas : il faudrait, par exemple, étudier les taux de nuptialité et de fécondité dans l'Intendance du San Salvador dans la seconde moitié du XVIII^e siècle pour évaluer les conséquences démographiques de l'intensification des cultures d'indigo et ainsi espérer apporter un début de réponse à ces questions. Dans un pays comme la France où l'historiographie est bien plus avancée en ce domaine, le débat n'est pas encore tranché (voir les travaux, dans des directions opposées, de MM. Toutain et Morineau). En Europe non plus, en général, où la diversité des situations conduit en ce domaine à une extrême prudence et où, de toute façon, la découverte en Flandre d'une relation entre croissance démographique et proto-industrialisation est plutôt rare ailleurs. En Espagne, les historiens s'accordent sur le fait que la proto-industrialisation en cours dans la seconde moitié du XVIII^e siècle a permis la survie de formes d'agriculture à basse productivité et a constitué de ce fait un soutien à la perpétuation du féodalisme.

⁴ Il faut cependant souligner l'apport original que constitue la publication en ligne du *padron* de la ville de Trujillo réalisé en 1821, compilé et étudié par l'historienne Elizet Payne. Consulté le 23 juin 2009 in http://afehc-historia-centroamericana.org/index.php?action=padron_1st. Voir aussi Elizet Payne, "Presentación del Padrón de Trujillo de 1821", *Boletín AFEHC*, n° 38, publié le 4 octobre 2008, disponible en: http://afehc-historia-centroamericana.org/index.php?action=fi_aff&id=2046.

Table 1 : Distribution par groupes ethniques de la population (1770-1814)							
Région	Date	Indigène	%	Métisse	%	Espagnole	%
Chiapas et Soconusco	1814	105.252	81	21.507	16	3.539	3
Guatemala	1770	222.050	69	40.714	15	16.250	6
Nicaragua	1776	21.548	41	27.012	54	2.527	5
El Salvador et Sonsonate	1807	86.200	43	108.200	54	5.600	3
Honduras	1801	34.672	27	84.508	66	8.463	7
Costa Rica et Nicoya	1776	1.288	8	12.192	75	2.803	17

Source : Alma Margarita Carvalho, *La Ilustración del Despotismo en Chiapas, 1774-1821*, Chiapas, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, 1996, p. 62 ; Rodolfo Baron Castro, *La población de El Salvador*, Madrid, C.S.I.C., 1942, p. 255 ; Linda Newson, "La población indígena de Honduras bajo el régimen colonial" in *Mesoamérica*, n° 9, La Antigua Guatemala, 1985, p. 21-25 ; AGCA, A3.29, Leg. 1749, Exp. 28130 (1776) ; Juan Carlos Solórzano Fonseca, "Los años finales de la Dominación Española, (1750-1821) in *Historia General de Centroamérica*, Tomo III, Capítulo 1, Costa Rica, FLACSO, 1994, p. 21.

La densité de la population était très faible¹, moins de 1,5 hab. au km² sur la base du *censo* de 1778, le plus fiable de tous. Cette faible occupation humaine n'était pas favorable à un éventuel démarrage économique, à la naissance d'une proto-industrie après l'Indépendance. Les différences étaient très importantes d'une région à l'autre. La moyenne pour le Guatemala approchait les cinq hab. au km² au moment de la visite épiscopale de Pedro Cortés y Larraz (avec plus de 25 hab. dans la région de Chimaltenango et à peine plus de deux dans celle de Totonicapán, un véritable désert)². Le Costa Rica et le Chiapas, situées aux extrémités respectives de l'Audience du Guatemala, ont peu de caractéristiques communes. Elles partagent seulement une position géographique marginale qui ne fut pas sans incidence sur leur histoire politique respective. Le Costa Rica était incontestablement la région oubliée, coincée au fin fond de l'isthme, plutôt misérable³, tandis que le

¹ Dans un rapport du Consulat de Commerce, les représentants des marchands se montrent conscients de ce handicap en déplorant la présence de seulement 2.000.000 de personnes sur un espace de 72000 lieues carrées. Voir AGI, Guatemala 895, cité par Gustavo Palma Murga, *Agriculture ...*, op. cit., p. 325.

² Francisco Solano Perez Lila, *Los Mayas del Siglo XVIII. Pervivencia y Transformación de la Sociedad Indígena Guatemalteca durante la Administración Borbónica*, Madrid, Cultura Hispánica, 1974, p. 162.

³ Manuel B. Chacón Hidalgo, "Percepciones sociales e institucionales de la pobreza en Costa Rica colonial" in Ronny J. Viales Hurtado, *Pobreza e historia en Costa Rica, determinantes estructurales y representaciones sociales del siglo XVII a 1950*, San José, Costa Rica, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 2005, pp. 173-192.

Chiapas était un lieu de passage enclavé, traversé à la hâte par les caravanes de mules qui reliaient la Ciudad de Guatemala au grand port de Veracruz¹.

Marginales, mais mieux connues grâce à la vitalité de l'école d'histoire costaricienne, la *gobernación* de Costa Rica et l'*Alcaldía Mayor* de Nicoya étaient les plus éloignées du centre géopolitique². Quoique séparées, ces deux provinces étaient économiquement en étroite relation, ce qui explique l'intérêt de les appréhender ensemble. Cette partie de l'espace centre-américain est divisée par trois ensembles montagneux qui rendent les communications difficiles : la Cordillère du Guanacaste, la Cordillère Centrale et surtout la chaîne de Talamanca avec des sommets supérieurs à 3500 mètres. La population a évolué régulièrement comme dans le reste de l'Amérique centrale mais avec une double spécificité : la diminution irréversible du nombre d'Indigènes³, compensée par l'apport des Métis et par une très importante immigration d'Espagnols, surtout des Galiciens⁴. En dépit d'un territoire exigu, cette partie du Royaume présente une variété de formes de relief et de sols qui explique les structures agraires qui s'y sont développées. La vallée centrale, dotée d'un climat tempéré et d'un relief irrégulier, permit le développement d'un système de « petite propriété »⁵. Il faut ajouter qu'au XVII^e siècle, dans cette région, les *latifundia* ne s'implantèrent pas, faute d'une main-d'œuvre indigène suffisante⁶. Les grandes familles créoles firent le choix d'investir dans des *haciendas* cacaotières. Les propriétés y changeaient régulièrement de main et de taille, avec une tendance très forte au morcellement⁷. Cartago était la seule grande concentration urbaine espagnole. En 1741, selon le rapport du gouverneur

¹ Sur ce trafic commercial entre la Nouvelle-Espagne et l'Amérique centrale par la route chiapanèque voir Laura Machuca Gallegos, *Comercio de sal y redes de poder en Tehuantepec durante la época colonial*, México, CIESAS, 2007.

² Ces deux circonscriptions territoriales étaient séparées par le fleuve Tempisque, la rive gauche de son affluent le Salto, une partie de la cordillère de Guanacaste et le fleuve San Juan. Voir Juan Carlos Solórzano Fonseca, "Comercio y regiones de actividad económica en la Costa Rica colonial", in *Geoistmo*, San José (Costa Rica), vol. 1, n° 1 (1987), pp. 93-110.

³ 332 tributaires sont recensés, soit moins de 0,25 % de la population totale de cette région. Voir AGI, Guatemala 560. La lettre de Florencio Castillo fait état d'une population allant de 60 à 70.000 âmes sans inclure les populations indigènes. AGI, Guatemala 910. "Carta de Florencio Castillo fechada en Madrid el 12 de julio de 1814."

⁴ Ralph Lee Woodward, *Central America. A nation divided*, New York, Oxford University Press, 1976, p. 74.

⁵ Elizabeth Fonseca, *Costa Rica colonial: la tierra y el Hombre*, San José, EDUCA, 1986, p. 286. Berceau de la spécificité costaricienne, qui est celle de l'enracinement d'une certaine forme d'individualisme, cette région, selon l'auteur, abritait pendant l'époque coloniale des familles de blancs pauvres, de métis ou de mulâtres, qui se consacraient à la production vivrière et à l'élevage de quelques têtes de bétail.

⁶ Rares sont les régions centre-américaines qui bénéficient d'une école historiographique aussi dynamique. Parmi les nombreux travaux qui se penchèrent sur les structures agraires et commerciales du Costa Rica, nous renvoyons à Iván Molina Jiménez, "El capital comercial en un valle de labriegos sencillos, 1800-1824. Análisis del legado colonial de Costa Rica", Tesis, Universidad de Costa Rica, 1984.

⁷ Elizabeth Fonseca, *Costa Rica colonia...*, op. cit., p. 299.

Juan Gemmir y Lleonart, elle abritait 1621 Créoles et 34 Espagnols¹. C'est aussi dans cet espace que l'on trouvait trois autres centres urbains consolidés ; il s'agissait d'anciens villages indigènes : Cubujuqui (Heredia), Villita (San José) depuis 1750 et Villa Hermosa (Alajuela)². Quant à l'autre partie du Costa Rica propice à une colonisation permanente, le Pacifique Nord ou Nicoya, on y trouvait des conditions favorables pour la grande propriété d'élevage. Cette région enregistre, à la fin de l'époque coloniale, une croissance significative de son cheptel liée au dynamisme des élevages de bétail, propriétés de taille moyenne probablement administrées directement par leurs propriétaires métis³. Quant aux régions périphériques – les plaines du Nord, la région Atlantique et le Pacifique Sud – elles sont le terrain d'élection des missionnaires franciscains pendant toute l'époque coloniale. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la région bénéficie d'une demande extérieure croissante de tabac qui vient compenser l'effondrement du cacao⁴. Cependant cette production est artificiellement protégée par les autorités coloniales, et elle entre dans une phase de stagnation après l'Indépendance⁵.

La partie la plus occidentale de l'Audience, connue aujourd'hui sous le nom de Chiapas, était divisée en trois grandes provinces politiques qui correspondaient à une topographie particulière. La ville de Ciudad Real dominait la région des Hautes Terres, tandis que l'*Alcaldía Mayor* de Tuxtla se composait largement de vallées intra-montagneuses. Le Soconusco s'étendait le long de la côte pacifique sur des basses terres larges de 15 à 35 kilomètres. Comme au Guatemala, les zones de peuplement sont clairement divisées entre les hautes terres, densément peuplées de populations indigènes, et les zones plus basses, occupées par des populations moins nombreuses qui sont réparties dans des unités de production plus ou moins grandes. La région ne se distingue pas beaucoup du reste de l'Amérique centrale en ce qui concerne l'évolution de sa population, laquelle passe d'un

¹ Juan Carlos Solórzano Fonseca, "Une petite province coloniale : Le Costa Rica" in *Des Indes occidentales à l'Amérique Latine. hommage à Jean-Pierre Berthe*, textes réunis par Alain Musset et Thomas Calvo, Paris, ENS éditions, 1994, p. 120.

² Juan Carlos Solórzano Fonseca, "Los años finales...", *op. cit.*, p. 16.

³ Juan Carlos Solórzano Fonseca, "Une petite province coloniale : Le Costa Rica" in *Des Indes occidentales à l'Amérique Latine. Hommage à Jean-Pierre Berthe*, textes réunis par Alain Musset et Thomas Calvo, Paris, ENS éditions, 1994, p. 123. Le rapport du gouverneur Juan Gemmir y Lleonart réalisé en 1740 mentionne la présence de 62 haciendas destinées à l'élevage qui regroupaient un total de 14480 bovins. Voir aussi Elizabeth Fonseca, *Costa Rica colonial...*, *op. cit.*, p. 83, et Victoria Eugenia Amador Zuñiga, "Comercio de Costa Rica con Cartagena, Portobelo y Panama durante la época colonial", Tesis de Licenciatura, Universidad Nacional, Costa Rica, 1974. Tout au long des XVII^e et XVIII^e siècles entre 2000 et 3000 mules étaient annuellement exportées vers Portobelo, ce qui montre bien la forte implantation de ce type d'élevage dans la région.

⁴ Juan Carlos Solórzano Fonseca, "Une petite province coloniale : Le Costa Rica", *op. cit.*, p. 122. En 1741, La vallée de Matina se composait de 144 fermes qui rassemblaient à elles seules un total de 189.869 arbres à cacao.

⁵ Luis Cardoso et Hector Pérez Brignoli, *Centro América y la economía occidental (1520-1930)*, San José, Costa Rica, Editorial Universitaria, 1989, p. 121.

peu plus de 80 000 habitants en 1778 à 130 000 en 1814. Les *Ladinos* étaient cependant les plus dynamiques, ce qui peut signifier que certaines couches indigènes seraient parvenues, dans l'intervalle, à se faire enregistrer comme *ladinas* pour échapper à une exploitation plus forte de la part des populations dominantes dans cette région marginale¹.

Dans ces régions, les travailleurs étaient des ouvriers agricoles et la production était destinée à alimenter une petite économie mercantile basée sur l'exportation d'un peu de cacao, de coton et de canne à sucre. Les activités liées à l'élevage, ovin et bovin, occupaient l'essentiel des terres². Après sa visite pastorale, réalisée entre juillet 1777 et février 1778, le prélat Francisco Polanco dresse le bilan suivant : 80 haciendas destinées à l'élevage, onze sucreries et un nombre indéterminé de petites exploitations. La paroisse de Tonalá abritait quelques exploitations d'indigo « où on en cultivait d'aussi bonne qualité qu'au San Salvador »³. Dans son rapport de 1813 sur le Chiapas Fernando Antonio Dávila donne des informations complémentaires sur ce village : « Le commerce de ce village, en plus des indigos, repose sur la vente des fromages qui sont les meilleurs de cette province et sur la pêche qui est aussi une activité très productive »⁴. Les grandes familles de Ciudad Real et les dominicains de la province détenaient leurs haciendas de gros bétail dans la région connue sous le nom de Custepeques (Paroisse de San Bartolomé). En dépit d'une crise profonde, il y avait encore 425 000 arbres de cacao dans la région de Soconusco en 1820 et 85 haciendas se consacraient à cette culture dans la région d'Ystacomitan. Le curé Fernando Antonio Dávila donne l'explication suivante pour expliquer ce déclin « Tout le monde sait bien que le cacao de Soconusco est le meilleur que l'on connaisse ; mais les subdélégués et juges de ce district sont seulement préoccupés de leurs intérêts personnels, de maintenir l'oppression des indigènes et de gêner les curés, ce qui explique pourquoi les semis de cacao se trouvent être aussi abîmés »⁵. Le Soconusco est situé en bord de mer. Le climat est très chaud et propice à la récolte du sel : « On dit que dans l'hacienda de S. Pablo (dans le district de Soconusco) il y a du sel comme à Tehuantepeque. L'eau s'évapore d'elle-même, et il reste le sel sans que le travail humain y ait pris part »⁶. Enfin le tableau ne serait pas complet s'il ne prenait en compte l'activité textile des populations indigènes qui exportaient leurs nattes et chapeaux autant vers Oaxaca que vers la ville de Guatemala⁷.

¹ Alma Margarita Carvalho, *La Ilustración...*, op. cit., p. 64.

² Alma Margarita Carvalho, *La Ilustración...*, op. cit., p. 43.

³ Voir Christophe Belaubre, "Francisco Polanco", in DBC, Site AFEHC, Identifiant 1797.

⁴ AGI, Guatemala 934, "Informes sobre el Estado de la Provincia de Chiapa", N° 4, décembre 1813.

⁵ AGI, Guatemala 934, "Informes sobre el Estado de la Provincia de Chiapa", N° 4, décembre 1813.

⁶ Biblioteca Nacional de Guatemala noté dorénavant BNG, Collection Valenzuela, Vitrine 1, Livre 72, "Periódico de la Sociedad Económica de Guatemala", 1830, fol. 42.

⁷ AGI, Guatemala 934, "Informes sobre el Estado de la Provincia de Chiapa", N° 4, décembre 1813.

Table 2 : Population de la capitale du Royaume (1773-1830)							
	1700	1750	1773	1782	1800	1810	1830
Ciudad de Guatemala				13.000		25.000	30.775
Santiago de Guatemala	40.000	38.200	28.000				
Antigua Guatemala				9.200			

Source : Miles Wortman, *Government and society...*, *op. cit.*, p. 49 ; George Lowell et Christopher H. Lutz, *Demografía e imperio, Guía para la Historia de la Población de la América Central Española, 1500-1821*, Guatemala, Editorial Universitaria, Universidad San Carlos de Guatemala, Plumsock Mesoamerican Studies, 2000, p. 22 ; Ralph Lee Woodward, "Economic and Social origins of Guatemalan Political parties, 1773-1823", *Hispanical American Historical Review*, 1965, p. 545 ; BNG, Livre 72, Vitrine 1, Periódico de la Sociedad Económica de Guatemala, 1830, fol. 31 ; Manuel Rubio Sánchez, *Monografía de la ciudad de Antigua Guatemala*, Guatemala, Collection Guatemala, vol. XLIX, Serie Francisco Vela, Tipografía Nacional, 1989, tome 1, p. 175-176.

L'actuel État du Guatemala était administrativement divisé en de multiples entités pendant l'époque coloniale, et son territoire jouait un rôle majeur dans l'économie de toute l'Amérique centrale. Avant la mise en place de l'Intendance, le territoire était divisé en six *alcaldías mayores* – Verapaz, Chimaltenango, Sololá, Sacatepéquez, Suchitepéquez, Escuintla – et trois *corregimientos* – Quezaltenango, Totonicapán et Chiquimula. Il concentrait, en 1778, 44 % de la population du Royaume. La ville principale Santiago de los Caballeros jusqu'en 1773, puis la Ville de Guatemala jusqu'au terme de notre étude, abritait l'Audience Royale, dirigée politiquement et administrativement par un Capitaine Général. Lorsque le régime des intendants se mit en place, le Capitaine Général ajouta à ses attributions celle de Superintendant Général du Trésor royal. Cette ville est au cœur de notre étude tant sa domination sur le reste du Royaume est manifeste¹. La présence dans ses alentours d'une population considérable lui garantissait un approvisionnement de qualité et peu coûteux en produits frais, bois de chauffe... Autour de cette capitale et dans la région occidentale se concentraient près de 60 % de la population indigène de toute l'Amérique centrale et, à la veille des tremblements de terre de 1773, près de 12 % de la population totale².

L'évolution de la population de la capitale du Royaume n'est pas facile à lire car les tremblements de terre de 1773 provoquèrent une forte

¹ Christopher H. Lutz, *Historia sociodemográfica de Santiago de Guatemala, 1541-1773*, Guatemala: Cirma, 1984. Il a publié la meilleure étude de démographie historique sur la capitale du Royaume, mais qui s'arrête en 1773.

² Christina Zilberman de Luján, "Santiago de Guatemala en vísperas de los terremotos de 1773", *Anuario de estudios americanos*, XXXII, Séville, 1975, p. 22.

désorganisation avec des migrations de populations vers la grande ville indigène de Quezaltenango et, au contraire, des refus de déplacements vers la nouvelle capitale (Table 2). Dans la région de Rabinal, la croissance aurait été plus faible que dans le reste du Royaume. Dans cette région de bassin, la pression sur la terre fut forte au XVIII^e siècle, ce qui explique les difficultés que rencontrèrent les populations indigènes – lesquelles supportaient en plus une bonne partie du fardeau lié à l'exploitation coloniale. Les *Ladinos* étaient parmi les plus dynamiques¹. Cette population connaissait en outre une croissance démographique soutenue dans des régions comme celle d'Escuintla et de Guazacapán ou encore dans la province de Chiquimula et d'Acasaguastlán. Les peuples précolombiens conservèrent tout au long de l'époque coloniale de nombreux traits liés à leurs longues histoires. Ils restèrent fortement implantés comme leurs ancêtres dans la région occidentale couverte de montagnes et de hauts plateaux. Greg Grandin, en évoquant la ville de Quezaltenango, souligne qu'il s'agissait de la plus grande ville indigène du monde². De fait, la province de Sololá était indigène à 98 %, celle de Totonicapán à 96 % en 1770. Dans les Cuchumatanes, George Lovell constate que les 28 000 habitants étaient dans leur grande majorité indigènes en 1779, mais la tendance à l'augmentation fut sévèrement réduite après que la région eut subi une épidémie de petite vérole pendant dix mois. Le niveau de population atteint en 1779 ne se retrouva dans cette région qu'en 1811³. Les Espagnols, peu soucieux de réaliser une conquête en profondeur – à l'exception des premières années –, se contentèrent de « réduire » les familles dans des villages mais ne remirent pas en cause la diversité culturelle et linguistique de la civilisation maya. L'acculturation, quoiqu'effectuée en profondeur, ne parvint pourtant pas à venir à bout de l'originalité indienne. L'agriculture de subsistance, (essentiellement le maïs et le haricot rouge), les fruits et les légumes, l'élevage, la canne à sucre et les textiles accaparaient l'essentiel du temps des Guatémaltèques. Les détails que l'archevêque Pedro Cortés y Larraz donne, à l'occasion de sa visite pastorale, sur les activités locales, sont précis comme lorsqu'il s'attarde, dans le village de Mixco, sur la confection des poteries, sur les habits de laine de Momostenango, sur les chapeaux de Gotera ou bien encore les nattes de San Pedro Matzahuat. Cet inventaire des produits agricoles et miniers du Guatemala est cependant loin d'être exhaustif : « *entre autres choses, l'or, l'argent, le fer, le cuivre, l'indigo, la cochenille, le café, le rocoyer, le brésillet, le gaïac, le cèdre, les ronces, la parrilla, le coton, le gros piment, la cévadille, le cacao, la vanille, le tabac, les coquillages de pacar et carey, le baume noir, le liquidambar, l'huile de marie, le sang du dragonnier, une multitude de gommés et de résines, le soufre, le*

¹ Michel Bertrand, *Terre et société coloniale. Les communautés Maya-Quiché de la région de Rabinal du XVI au XIX^e siècle*, Mexico, CEMCA, 1987, pp. 136-137.

² Greg Grandin, *The blood of Guatemala, a history of race and nation*, Los Angeles, Duke University Press, 2000, p. 25.

³ George W. Lovell, *Conquista y cambio cultural: la sierra de los Cuchumatanes de Guatemala 1500-1821*, Antigua Guatemala, CIRMA et Plumssock Mesoamerican Studies, Vermont, 1990, p. 159.

sucré, le canéficier et une foule d'herbes médicinales »¹. Les données de Cortés y Larraz ne laissent guère de doute : le maïs était présent partout comme élément de base de l'alimentation, et si l'archevêque ne cite pas toujours les haricots rouges, gageons que leur culture était aussi très uniformément répandue. Le blé apparaît disséminé dans toutes les régions, mais, comme le montre le rapport publié en 1830, il était abondamment cultivé autour de la capitale, dans la région de Jalapa et sur les Hautes Terres². Dans cette dernière région, la seule province de Quezaltenango produisait, en janvier 1803, 1 159 *fanegas* de blé et 11 601 de maïs, soit, pour le blé, près de 10 % du total³. Ces productions étaient probablement étroitement contrôlées par les quelques familles créoles installées dans la région, en particulier les familles Barrutia et Carrascosa. *Le Journal de la Société des Amis du Pays* met aussi en évidence l'importance de ces cultures de blé dans la région de Sacatepéquez et dans toute la province de Solola. L'élevage était aussi très pratiqué, surtout dans les grandes haciendas autour d'Escuintla, et dans certaines régions propices comme l'Oriente ou la Verapaz. Des ânes et des mules étaient élevés et exportés vers Cuba où l'industrie sucrière de l'île les réclamait⁴. Les Dominicains possédèrent probablement jusqu'à 50 000 têtes de bétail dans la région de Verapaz⁵. Dans l'état des comptes de José González Batres, dressé à sa mort, on apprend que le cheptel de ce négociant en viande dépassait les 1800 têtes. Ce bétail représentait plus de la moitié de la valeur de son hacienda « San Diego » située à proximité de la capitale⁶. Ces terres étaient sous-exploitées alors que les populations indigènes et métisses manquaient de ces quelques terres qui assuraient une alimentation minimum. Dans un rapport sur l'économie de la région centre-américaine, qui a été rédigé à l'occasion des Cortes de Cadix, le passage sur le commerce de la viande est éclairant : « *En ce qui concerne les hacendados, certains possèdent des*

¹ Cet inventaire des produits agricoles et miniers du Guatemala est cependant loin d'être exhaustif. Voir BNG, Collection Valenzuela, Vitrine 1, "Memoria sobre el estado actual del Comercio de Guatemala obstáculos que impiden su progreso y medios de removerlos que por acuerdo del Consulado Nacional extendio su Secretario Interino D. Miguel González en cumplimiento de orden superior", Guatemala, Por Beteta, 1823.

² BNG, Livre 72, Vitrine 1, "Periódico de la Sociedad Económica de Guatemala", 1830. Voir aussi Gustavo Palma Murga, "Economía y sociedad en Centroamérica, (1680-1750)", in Julio Pinto Soria, *Historia General de Centroamérica, el régimen colonial*, Guatemala, Madrid, FLACSO, 1993, p. 243. Vers 1680 la production de blé dans la vallée du Guatemala était supérieure à 66.000 *fanegas* de blé. En 1760 un impôt frappait les 3 000 *fanegas* de blé qui entraient dans la capitale et provenaient de Momostenango. Archivo General de Centro-América, noté dorénavant AGCA, A3.29, Leg. 2897, Exp. 43007 (1760) "Impuesto al trigo".

³ BNG, Gazeta de Guatemala, Tome VII, n° 299, fol. 88. Pedro Cortés y Larraz, *Descripción geográfica moral...*, op. cit., p. 172.

⁴ BNG, Gazeta de Guatemala, Tome V, du 20 avril 1801, fol. 449. Le 30 avril 1804, la goélette "Falucho Carmen" appareilla avec, pour unique cargaison, des ânes et des mules destinés à Cuba.

⁵ D'après l'inventaire de la seule hacienda de San Jerónimo réalisé en 1830, le cheptel représentait une valeur totale supérieure à 110.00 pesos (82 chevaux dressés à 12 pesos l'un, 55 mules à 25 pesos, 491 juments, 4 ânes à 60 pesos, 1795 vaches à 9 pesos, 918 taureaux à 9 pesos, 638 veaux à 8 réaux, etc.). Justo Adalberto Castillo Galindo, "Una aproximación histórica de la hacienda San Jerónimo: De la Colonia a fines del Siglo XIX", Tesis de Licenciatura. Guatemala, Historia, USAC, 1989.

⁶ AGCA, A1-43, Leg. 2736, Exp. 23474 (1814) ; document de 80 folios.

terres sur des lieues considérables sans les travailler, en réserve une partie toute petite, ce qui entraîne que ces terres leur sont inutiles, à eux et à la communauté qui manque absolument de terrains propres pour semer ses maïs ou autres fruits. Le gros bétail est en général le nerf et la substance de ces grandes haciendas, car, élevé dans les provinces lointaines, acheté et mené à pâturer dans les haciendas de la capitale pour la fournir en viande, il structure un trafic entre un groupe d'individus, qui ne correspond vraiment ni à l'agriculture ni au commerce »¹. L'indigo n'était cultivé que marginalement dans la région d'Escuintla et dans la Verapaz où deux *hacendados*, Antonio Isidro Palomo et Pablo Riveiro, étaient connus pour se consacrer à cette production². L'industrie sucrière n'a pas encore fait l'objet d'études spécifiques mais l'ordre des Dominicains assurait une bonne partie de la production. Les régions d'Amatitlán (Valle de Guatemala), de Verapaz et de Jutiapa constituaient les grands centres de production. En plus de la fabrique de San Geronimo huit sucreries dans le *corregimiento del Valle* produisaient annuellement de 17 à 18 000 *arrobas* soit 72 000 livres, en majorité destinées à l'approvisionnement de la capitale. Cinq de ces fabriques appartenaient à des ordres religieux : Dominicains, Augustins, Mercédaires et Jésuites. Les trois autres étaient aux mains des familles composant l'élite de la capitale, notamment les Arrivillaga³. Même si les zones cultivées étaient moins importantes qu'aux XVI^e et XVII^e siècles, le cacao semble avoir mieux résisté au Guatemala que dans la région du Soconusco. Pour la seule année 1799, un rapport publié dans la *Gazeta de Guatemala* fait état, pour la province de Suchitepéquez, d'une production d'une valeur de 176 200 pesos dont près de 80 % destinés au commerce⁴. D'autres produits plus marginaux pouvaient, dans certains cas, contribuer à une accumulation de capitaux. Ainsi, l'exploitation de mines de fer s'affirma au XVIII^e siècle et connut une véritable expansion avec les besoins créés par la construction de la nouvelle capitale. Les importations étaient alors insuffisantes, ce qui explique les investissements qui eurent lieu à partir de 1780. Selon Domingo Juarros, la production approchait les 1 500 quintaux par an en 1807⁵. Comme le prouvent les échecs successifs de Julian Izquierdo, l'activité n'était pas sans risques et l'extraction aura concerné au bout du compte moins

¹ Apuntamientos, Agricultura y Comercio..., *op. cit.*, p. 43 in Jorge Luján Muñoz, (Rec.) *Economía de Guatemala, 1750-1940*. Antología de Lecturas y Materiales, II Tomes. Guatemala, Facultad de Humanidades, USAC, 1980.

² Gustavo Palma Murga, "Guatemala a fines del siglo XVIII. Una breve perspectiva económica y social" in *Historia y Antropología de Guatemala. Ensayos en honor de J. Daniel Contreras R.*, 1982, p. 40. José Antonio Fernández Molina, "Colouring the world in blue...", *op. cit.*, p. 135. José Agustín González Navas, après avoir passé plus de vingt années au San Salvador, fut nommé juge et gouverneur (*alcalde mayor*) de Verapaz en 1794. Il avait acheté l'hacienda Santa Catalina Polochic pour y introduire la culture du xiquilite.

³ Sur cette famille et son rôle dans l'économie locale voir Edgar Fernely Chutan Alvarado et Joel Amilcar Hernández Sánchez, "Unidades productivas en el valle de Petapa, 1570-1680", Tesis de Licenciatura, inédite, Universidad de San Carlos de Guatemala, Escuela de Historia, Nueva Guatemala, julio 2000.

⁴ BNG, *Gazeta de Guatemala*, tome VII, n° 295, fol. 56.

⁵ Domingo Juarros, *Compendio de la historia del Reino de Guatemala (1500-1800)*, Guatemala, Editorial Piedra Santa, 1981, p. 21. Voir Christophe Belaubre, "Domingo Juarros", in *Diccionario Biográfico Centroamericano*, Site AFEHC, Identifiant n° 633.

d'une dizaine d'entrepreneurs de la capitale du Royaume. Parmi eux des membres de familles de pouvoir : Cabrejo, Olaverrieta, Cilieza ; et les Dominicains¹. Localement des petits entrepreneurs à l'image de Juan de Dios Mayorga profitaient aussi de cette manne². À 16 pesos le quintal au meilleur moment, les mines de Gabriel Olaverrieta ont pu garantir un revenu annuel équivalant à 4 000 pesos. L'ensemble de l'appareil de production était alors évalué à 24 403 pesos³. Les principaux gisements se trouvaient dans la région autour du village de Metapas. On y recense aussi huit sucreries entre 1771 et 1807⁴. Cette production était destinée pour les deux tiers au marché de la capitale du Royaume. Ces entrepreneurs se livraient en parallèle à d'autres activités économiques car la production de minerai était trop faible et les cours trop irréguliers pour pouvoir assurer un revenu régulier sur le long terme. Le Guatemala pouvait-il aussi extraire de son sous-sol un peu d'or et d'argent ? Par rapport à la Nouvelle-Espagne voisine, les *conquistadores* du Guatemala pouvaient en ce domaine se considérer comme maudits par les Dieux. Ils trouvèrent cependant un gisement dans la région de Chiquimula. Des mines étaient exploitées à Alotepeque, semble-t-il, depuis le XVI^e siècle car les indigènes payaient le tribut en réaux d'argent. L'activité minière fut, semble-t-il, plus importante dans la seconde moitié du XVII^e siècle⁵. En passant par cette région, le comte de Pechio revient dans son récit sur l'histoire de cette mine. Elle est alors inondée mais, en d'autres circonstances, elle fournit de grandes quantités de métal. Le gouvernement espagnol en avait, semble-t-il, concédé l'exploitation à la famille Zea après le passage, en 1733, d'un grand entrepreneur minier de Mexico qui en avait fait l'éloge, annonçant « qu'il n'y avait pas dans toute la Nouvelle-Espagne de minerai plus riche et que seul ce minerai pourrait soutenir les émissions de l'Hôtel des Monnaies de la ville de Guatemala »⁶. En 1794, la famille Yúdice et un commerçant de Mexico, Urbano Antonio Ortiz, investirent 2000 pesos dans cette mine mais nous ne savons pas quel en fut le résultat⁷. Selon le comte de Pechio, il aurait été

¹ José Antonio Fernández Molina, *Mercado, empresarios y trabajo. La siderurgia en el Reino de Guatemala*, San Salvador, CONCULTURA, 2005.

² Héctor Lindo-Fuentes, *La economía de El Salvador en el siglo XIX*, San Salvador, CONCULTURA, 2002, p. 39. L'auteur montre que la région de Metapán était dans une situation démographiquement singulière car elle comptait près de 38 % d'Espagnols et moins de 11 % d'Indiens. Voir aussi Christophe Belaubre, "Juan de Dios Mayorga" in *DBC*, AFEHC, Identifiant n° 2651.

³ Héctor Lindo-Fuentes, *La economía.....*, pp. 108 -109.

⁴ AGCA, A1-20, Leg. 825, fol. 153. Livre de notaire de José Francisco Gavarrete. Juan de Dios Mayorga résident à Metapas obtient de José Antonio Batres 10.000 pesos pour acheter un moulin à sucre à Feliciano Urrutia.

⁵ Jorge Luján Muñoz (Comp.), *Historia General de Guatemala*, Guatemala, Asociación de Amigos del País, 1999. Voir l'article "El Corregimiento de Chiquimula de la Sierra" par Margarita Ramírez Vargas.

⁶ Luis Pedro Taracena Arriola, *La Alcaldía Mayor de Tegucigalpa en la época colonia, Tegucigalpa*, Tegucigalpa, Editorial Guaymuras, 1998, pp. 132-133.

⁷ AGCA, A1-20, Leg. 945, fol 39 ; Livre de notaire de José Díaz González. Ils obtiennent l'argent du commerçant Gregorio de Urruela en mettant en gage un collier de diamants et ne remboursent le capital qu'en 1798.

facile de reprendre l'exploitation avec davantage de machines¹. Enfin, en 1830, des mines de jaspe avaient été découvertes dans le Peten². Cette visite sur les terres agricoles du Guatemala ne serait pas complète si l'on oubliait de mentionner l'extraordinaire diversité des fruits tropicaux, des plantes médicinales – comme les feuilles de tabac, que les Mayas utilisaient autant pour leurs cérémonies religieuses que pour se soigner –, des cultures maraîchères ou encore des épices fameuses (la vanille).

La capitale du Royaume était aussi un grand centre de consommation, du fait d'une population nombreuse, du pouvoir d'achat élevé des négociants et de la richesse des institutions religieuses. Cette ville comptait environ 28.000 habitants avant sa destruction par les tremblements de terre de 1773³. En 1740, plus de 1800 maisons couvertes de tuiles étaient construites en ville⁴. Le maïs – nourriture de base du peuple –, la farine et le sucre étaient les produits les plus prisés⁵. Ces produits pouvaient connaître de terribles fluctuations de prix en période de crise. En outre une récolte moyenne pouvait entraîner une crise de subsistance lorsque les producteurs cachaient une partie de leurs récoltes en espérant vendre à un prix plus élevé⁶. L'approvisionnement en eau était (et reste encore de nos jours) un problème très grave⁷. Des bœufs, environ 70, étaient consommés chaque jour dans la ville en 1773⁸. Les familles de l'élite appréciaient beaucoup les boissons froides et la glace récupérée par les indigènes du village de Santa Maria de Jesús sur les flancs du volcan de Agua alimentait un commerce prospère⁹. Pendant les fêtes, on dépensait de fortes sommes pour confectionner l'*agua lojas*. Les femmes du village de Jocotenango rapportaient deux réaux tous les jours grâce à la vente sur la place centrale de la capitale des *tortillas*

¹ Conde de Pechio, *Bosquejo de la República de Centro-America, escrito en ingles por el Conde de Pechio ; i traducido al Español por M.S.*, Guatemala, Imprenta de la Unión, 1829, p. 17.

² BNG, Livre 72, Vitrine 1, "Periódico de la Sociedad Económica de Guatemala", 1830, fol. 39.

³ À titre de comparaison Lima et Mexico comptait respectivement 52.627 et 112.926 habitants en 1790. David Brading, "La ciudad en la América borbónica : elite y masas", in J.E. Harduy et alii, *Ensayos históricos-sociales*, 1988, pp. 216-217.

⁴ *Ibid.*, p. 550. Il faut ajouter les maisons de construction plus sommaire. Selon l'oidor Bustillo au moment du tremblement de terre il devait y avoir entre 5 et 6.000 maisons.

⁵ La consommation de sucre entre 1795-1799 fut de 6.358 quintaux, celle de farine entre 1809-1817 fut de 24.443 quintaux, celle de maïs dans la même période de 61.626 quintaux soit 30 kilos par an et par habitant selon des données présentées par José Antonio Fernández Molina, "Colouring the world in blue"..., *op. cit.*, p. 294.

⁶ En 1729 le Capitaine Général fit intervenir la force publique pour combattre ces pratiques alors que le prix du blé habituellement situé entre 12 et 16 réaux se trouvait entre 5 et 6 pesos. L'auteur mentionne aussi un document daté de 1781 qui permet de constater les fortes variations que subissaient les prix du maïs d'une ville à l'autre ; ainsi à Omoa la fanega avait un prix de 24 à 30 réaux, à San Pedro Sula 48 réaux, entre Tegucigalpa et Segovia 40 réaux et à León 72 réaux. Rodolfo Esteban Hernández Mendez, "Real Hacienda y políticas económicas borbónicas en el Reino de Guatemala (1731-1821)", Dactylografié, 1997, p. 10.

⁷ Stephen Webre, "Agua y sociedad en Santiago de Guatemala, 1555-1773", *Anales de la Academia de Geografía e Historia de Guatemala*, LXIV, 1990, p. 61-86. Revue notée dorénavant AAGHG.

⁸ María Cristina Zilberman de Luján, "Santiago de Guatemala...", *op. cit.*, p. 27.

⁹ María Cristina Zilberman de Luján, "El Estanco de la Nieve en Guatemala", *AAGHG*, n°53, Guatemala, Tipografía Nacional, 1980, p. 159-169.

qu'elles confectionnaient dans leurs maisons¹. D'après un inventaire réalisé en 1763, plus de 300 magasins animaient les rues de la ville et les échoppes du marché atteignaient le nombre impressionnant de 353². Ces petits commerces faisaient l'objet de fréquentes transactions, voire de pratiques spéculatives³. En 1804, l'alcool était vendu dans 37 tavernes⁴. Le transfert ne fut pas sans conséquence sur le développement de la ville. Elle ne retrouva son niveau de population qu'en 1824, même si, dès 1794, elle avait repris sa fiévreuse activité de capitale avec 23 434 habitants⁵. Le cœur de cette ville se situait dans le quartier du *Sagrario* et plus précisément autour de la *plaza mayor*. Une description de 1808 montre bien l'importance de la grand-place qui fut conçue pour contenir 50 000 personnes comme celle de Madrid : « Cette place est peut-être une des plus importantes de la Monarchie : elle a 193 varas espagnoles d'est en ouest, et 165 du Sud au Nord. Au centre, est construite une grande fontaine de pierre fine d'Illyrie. Le frontispice de la Sainte Église Cathédrale, qui se trouve à l'ouest, est sa partie la plus belle »⁶. Cette population avait pour trait particulier sa faible intégration au monde agricole même si les déplacements entre les habitants de la ville et de la campagne étaient nombreux. La ville abritait une large couche d'hommes et de femmes vivant dans des conditions d'extrême pauvreté. Le recteur de la congrégation de San Felipe Neri estimait en 1750 que dix-neuf personnes sur vingt vivaient pauvrement⁷. Cette misère économique avait des conséquences sociales que les fonctionnaires royaux présentaient avec force détails dans leur rapport : ainsi Troncoso évoquait « les coutumes de la plèbe de cette capitale [qui] sont féroces, sanguinaires jusqu'au plus haut point et enclines à l'ivrognerie »⁸. Le transfert de la capitale n'avait pas modifié l'équilibre social. La crise économique, provoquée par la baisse importante de production d'indigo, qui frappa le Royaume au début du XIX^e siècle, contribua à aggraver la situation des plus démunis⁹. Les autres villes régionales étaient beaucoup moins « urbanisées » au sens moderne du terme. Selon un relevé statistique étudié par l'historienne Inge Langenberg, il

¹ AHAG, T1, 111, “Cartas de 1824”. Lettre de Felipe de Jesús Andreu, curé de Jocotenango, à l'archevêque, datée du 18 mai 1824.

² Gustavo Palma Murga, *Agriculture...*, *op. cit.*, p. 471.

³ AGCA, A1-20, Leg. 1096, Exp. 9596, fol. 21-28 (1754). Livre de notaire de Manuel Monzón. Les Dominicains vendent trois échoppes couvertes de tuile dans le quartier de Santo Domingo dans la ruelle Galvez 463 pesos au comptant et 450 pesos à crédit pendant quatre ans à don Manuel de Galvez Corral. AGCA, A1-20, Leg. 921, Exp. 9414, fol. 134.v.-136 (1769). Livre de notaire de Miguel González. Don Pedro Sanches s'engage à payer à Don Ygnacio Urvina y de Don Alonso Gutierrez 2789 pesos 3 ½ real (correspondant au fond de commerce) ainsi que 200 pesos par an de loyer d'une échoppe.

⁴ Bernabé Fernández Hernández, *El Reino de Guatemala...*, *op. cit.*, p. 233.

⁵ Les chiffres concernant la population sont ceux donnés par Inge Langenberg, *Urbanisation Und Bevölkerungsstruktur Der Stadt Guatemala In der Ausgehenden Kolonialzeit*, Cologne, Vienne, Böhlau, 1981, pp. 93-97-101.

⁶ BNG, “Guatemala por Fernando Septimo el día 12 de diciembre de 1808”, fol. 27.

⁷ Cité par Christopher H. Lutz, *Historia sociodemográfica...*, *op. cit.*, p. 329.

⁸ Cité par Bernabé Fernández Hernández, *El Reino de Guatemala...*, *op. cit.*, p. 308.

⁹ Christophe Belaubre, “Le peuple de la ville de Guatemala (1780-1821) : gestation et naissance d'une communauté de citoyens”, *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Debates, 2011, Mis en ligne le 31 mars 2011. URL : <http://nuevomundo.revues.org/61186>. Consulté le 09 mai 2011.

apparaît qu'en 1796, 82 % de cette population étaient liés aux activités artisanales et aux services¹. La production de coton devait être très importante dans la région car, en dépit de la concurrence sévère des textiles anglais, 637 métiers à tisser fonctionnaient encore en 1820². Ces occupations artisanales étaient possibles parce que les villages aux alentours se chargeaient de fournir l'essentiel des produits vivriers. Les indigènes du village de Petapa gagnaient, selon Cortés y Larraz, 14 000 pesos par an en fournissant les marchés avec des *platanos*. De même, les villages de San Bernardino Patzun «*faisaient le commerce de leurs maïs et leurs blés à Goathemala*»³. Quant aux femmes d'Almolonga, elles s'ingéniaient à venir vendre sur la grand-place les *tortillas*⁴. L'archevêque faisait aussi remarquer que les populations indigènes de Zumpango, si elles profitaient de la capitale pour écouler une partie de leur production d'ustensiles de cuisine et de table, «*rentrent à la maison, non seulement sans un demi-real, mais en plus sans couverture parce que tout est laissé dans les tavernes d'aguardiente*»⁵. Enfin le blé provenait de la région de Comalapa et de la Sierra de Agua même si, en cas de mauvaises récoltes, les officiers municipaux en faisaient venir des Hautes Terres autour de Quezaltenango. Le 1er décembre 1762 la municipalité de cette ville fit acheter 4000 *fanegas* de blé dans les *corregimientos* de Quezaltenango, Totonicapán et Huehuetenango⁶.

Le Honduras fut divisé administrativement, jusqu'à la mise en place des Intendances, en deux circonscriptions : la *gobernación* de Comayagua et l'*alcaldía mayor* de Tegucigalpa. Cette dernière était autonome pour son fonctionnement interne mais sujette à Comayagua dans les domaines militaire et juridique. Cette partie du royaume se distingue par un nombre élevé de vallées intra-montagneuses (242 d'après les calculs de l'évêque Fernando de Cadiñanos), souvent parcourues par des fleuves importants. Avec ses 112 088 km², le Honduras est le pays le plus étendu d'Amérique centrale, mais ses 242 vallées n'hébergeaient que 11 % de la population totale du Royaume⁷. Il possède 640 kms de côte sur l'Atlantique et 96 sur le

¹ Inge Langenberg, *Urbanisation und bevölkerungsstruktur...*, op. cit., 1981, pp. 102-111.

² Juan Carlos Solórzano Fonseca, "Los años finales...", op. cit., p. 37.

³ Pedro Cortés y Larraz, *Descripción geográfico-moral de la diócesis de Goathemala hecha por su arzobispo, el Ilmo Sor. Don Pedro Cortés y Larraz del Consejo de S.M. en el tiempo que visito...*, Tomo 1, Guatemala, Junio de 1956, p. 92. Abondamment cité dans notre travail nous renvoyons au DBC pour la biographie de cet archevêque mais il faudrait une recherche plus approfondie pour mieux connaître son action politique et sociale: Voir Christophe Belaubre, "Pedro Cortés y Larraz", in DBC, site AFEHC, identifiant 620.

⁴ *Ibid.*, vol. 1, p. 37.

⁵ *Ibid.*, vol. 2, p. 78.

⁶ José Joaquín Pardo, *Efemerides para escribir la historia de la muy noble y muy leal ciudad de Santiago de los caballeros del Reino de Guatemala*, Guatemala, Consejo Nacional para la Protección de la Antigua Guatemala, 1984, p. 181.

⁷ Sur la population du Honduras voir Linda A. Newson, *The Cost of Conquest : Indian Decline in Honduras Under Spanish Rule*, Boulder, Westview Press, Dellplain Latin American Studies, 1986. La *Gazeta de Guatemala* du 17 mai 1802 (n° 259, tome VI, fol. 119) publie des extraits de la visite de l'évêque Fernando de Cadiñanos où il apparaît que la population totale en 1791 était de 93501.

Pacifique. La province de Comayagua concentrait la plus grande quantité de population indigène tandis que celle de Tegucigalpa était majoritairement *ladina* dans la seconde moitié du XVIII^e siècle (moins de 30 % d'indigènes). En se basant sur le seul produit de la dîme, on peut affirmer que cette région fut, tout au long de notre période, la plus pauvre. La principale richesse du Honduras fut son sous-sol relativement riche en argent et en or, mais cette manne profitait d'abord à la Couronne espagnole et aux petits groupes d'entrepreneurs miniers qui se livraient à la contrebande¹. Newson calcule que l'argent extrait de cette région représentait un peu plus de 5 % de la production de toute l'Amérique hispanique à l'époque coloniale². C'était peu à l'échelle de l'Empire, mais suffisamment important pour dynamiser la vie d'une ville centre-américaine et de ses alentours. Officiellement, la production, au cours du XVIII^e siècle atteignait annuellement une valeur moyenne de 300 000 pesos. De son côté, Floyd avance le chiffre de 500 000 pesos en tenant compte de la contrebande, particulièrement intense dans toutes les Caraïbes depuis la colonisation de Curaçao par les Hollandais en 1639 et de la Jamaïque par l'Angleterre en 1655. De fin juin à décembre 1773, les comptes de la caisse royale du Honduras étaient en équilibre avec des recettes supérieures à 190 000 pesos dont 40 % associés à l'activité minière³. En 1777, la balance était positive avec un solde favorable de 34 125 pesos. Incontestablement, la mine était une activité permanente et rentable mais réservée à une minorité. Elle souffrait d'un manque chronique de main-d'œuvre. L'État taillait 69 pesos dans un marc d'argent, et en rendait 65 au propriétaire mais cette rémunération plutôt élevée tenait compte des coûts d'exploitation qui pouvaient s'élever très rapidement en raison de la profondeur des gisements⁴. Les risques de faillite soudaine existaient – comparés à ceux, moins importants, du négoce du bétail, activité qui assurait de substantiels profits à une même famille sur plusieurs générations. Par exemple, l'inondation inopinée d'une mine pouvait entraîner la ruine de l'entrepreneur. Il fallait de gros capitaux pour faire fonctionner une mine. Le commerçant Juan Fermin de Aycinena en fit la malheureuse expérience en octroyant sa confiance aux frères Landa. Il perdit probablement beaucoup et ne dut son salut qu'à la diversité de ses investissements⁵. L'histoire de la ville

¹ La Couronne fournissait aux entrepreneurs miniers et aux joailliers l'*azogue*. Les mineurs l'utilisaient pour extraire l'or et l'argent. À la fin du XVIII^e siècle il était vendu 106 pesos pour un quintal aux joailliers et 60 pesos aux entrepreneurs miniers.

² Linda A. Newson, "La minería de la plata en la Honduras colonial", in *Lecturas de Historia de Centroamerica*, Costa Rica, 1989, p. 115.

³ AGI, Guatemala 822 (1773).

⁴ Thomas Calvo, *L'Amérique ibérique...*, op. cit., p. 115.

⁵ Richmond F. Brown, "Profits, prestige, and persistence : Juan Fermin de Aycinena and the Spirit of enterprise in the Kingdom of Guatemala", *Hispanical American Historical Review*, n° 75/3, p. 424. Revue notée dorénavant *HAHR*. Selon l'auteur, la collaboration avec les frères Landa fut très peu profitable. Juan Lucas de Landa et son frère Miguel sont propriétaires de la mine de Nuevo Bastan dans la Real minas de San Joseph Yuscaran. En 1766, ils donnent pouvoir à Aycinena pour les fournir en mercure. En janvier 1767, leur partenariat est scellé de manière spectaculaire. Les deux frères contractent

de Tegucigalpa est étroitement liée à cette activité. Ces mines alentour reçurent un nom officiel en 1762 : Real de Minas de Tegucigalpa. Les difficultés d'exploitation furent nombreuses en raison de l'absence de main-d'œuvre¹. En 1768, avec la confirmation donnée par le Capitaine Général Alonso Fernández de Heredia, le nom adopté est *villa de San Miguel de Heredia de Tegucigalpa*. Cette ville s'est construite au hasard au fur et à mesure que l'activité minière croissait. La ville connut un essor remarquable entre 1730 et 1780 avec l'édification de ses plus grands bâtiments publics et de maisons personnelles comme celle de l'entrepreneur minier Tranquilino De la Rosa. Dans cet intervalle de relative prospérité, la production représenta un peu plus de 17 % des rentes fiscales du Honduras et 9 % pour toute l'Audience². Cela reste modeste. Après 1780, les mines d'argent enregistrèrent une baisse de production constante³. La région était aussi probablement propice à l'élevage extensif (les confréries étaient propriétaires de 49 324 têtes de bétails et de 7 706 mules et chevaux), en particulier dans la dépression de Choluteca. Gourmande en terre, cette activité pénalisait largement les populations indigènes même si les confréries leur permettaient de participer à ce commerce. Selon l'intendant Ramón de Anguiano, en 1804, « cette province abritait quelque chose comme cinq cent mille têtes de bétail et cinquante mille mules et chevaux, qui non seulement subviennent aux besoins des indigènes, mais forment la principale partie du commerce avec la capitale du Royaume, donnant les mules et les jeunes taureaux en excès en échange d'habits »⁴. Les exemples abondent dans les archives notariales ; en 1810 Mariano Toscano qui résidait à Los Llanos de Santa Rosa vend à Domingo Payes et Juan José Echeverría, commerçant de la ville de Guatemala, 350 jeunes taureaux pour 3 150 pesos⁵. Ces contrats étaient fréquents et de nombreuses contraintes y étaient associées, en particulier pour le producteur. Les confréries pratiquaient aussi largement l'élevage puisque, selon un état dressé en 1780, elles disposaient de près de

un prêt de 84.719 pesos auprès de Juan Fermin de Aycinena. Ils s'engagent à rembourser la somme dans un délai de deux ans en *barras de plata*. Ils furent incapables de le faire. En 1768, le prêt est considéré comme douteux et en 1771 la dette excède 90 000 pesos. Juan Fermin de Aycinena récupéra ensuite l'exploitation mais on ne sait pas si sa valeur correspondait alors au lourd investissement qu'il avait consenti.

¹ Mario Felipe Martínez Castillo, *Apuntamientos para una historia colonial de Tegucigalpa y su Alcaldía Mayor*, Tegucigalpa, Editorial Universitaria, 1982, p. 15.

² Luis Pedro Taracena Arriola, *La Alcaldía Mayor...*, op. cit., p. 124. L'auteur souligne que le pourcentage entre 1713 et 1717 était de 0,3 % et passa à 17 % entre 1752 et 1763.

³ Ralph Lee Woodward, *El Consulado de Comercio de Guatemala: Privilegio de clase y desarrollo económico 1793 a 1871*, San José, Costa Rica, Editorial Universitaria Centroamericana, 1981, p. 83. Woodward cite une lettre, datée de décembre 1826, adressée aux éditeurs du journal *El Indicador* d'un mineur désabusé par une situation économique très difficile. Il demandait que son secteur ne soit pas oublié.

⁴ «Visita hecha a los pueblos de Honduras, por el gobernador e intendente, Don Ramón de Anguiano, año 1804», *Boletín del Archivo General del Gobierno*, Tome XI, n° 1 et n° 2, mars-juin 1946, p. 117. Voir aussi AGCA, A1-43, Leg. 360, Exp. 3342. Pedro Martí de Zelaya était probablement un des hommes les plus importants du Honduras dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. L'ensemble de ses biens est évalué à 279.683 pesos dont un complexe d'haciendas mitoyennes d'une valeur de 52 000 pesos. La valeur des seuls *ganados cimarrones* en 1797 est de 10 000 pesos.

⁵ AGCA, A1-20, Leg. 824, fol. 193. Livre de notaire de José Francisco Gavarrete.

40 000 têtes dans tout le diocèse. Une faible partie de la production d'indigo provenait aussi du Honduras puisque, en 1791, José Luciano San Martín, Manuel González Perdaño, Manuel de Taves et Antonio Morejón, tous les quatre domiciliés dans la région, avaient obtenu auprès du *Monte Pío de cosecheros* d'indigo 9000 pesos pour investir dans la prochaine récolte¹. Mais cette plante tinctoriale était surtout cultivée plus au sud dans les riches plaines salvadoriennes. Enfin le tabac produit dans la région de Copán avait une excellente réputation et se vendait en gros dans les *tercenas* de la capitale du Royaume².

Quoique très chaude, la région salvadorienne se distingue par un paysage géographique plus favorable à l'occupation humaine. Le système orographique est moins imposant qu'au Guatemala. Les terres sont fertiles et abondamment arrosées. La région est déjà relativement bien peuplée durant l'époque coloniale, enregistrant les densités les plus fortes sur un territoire, somme toute exigu, d'un peu plus de 20 000 kilomètres carrés. Selon la visite pastorale de Cortés y Larraz, près de 55 % de la population se concentre dans la zone centrale de la région autour des *villas* de San Vicente et San Salvador. Du point de vue strictement administratif, après 1786, l'Intendance du San Salvador (80 % de la population en 1778) et l'*Alcaldía Mayor* de Sonsonate (20 %) furent institués en lieu et place de l'ancienne *Alcaldía Mayor* qui était déjà considérée comme trop grande dix années plus tôt³. La forte présence des métis et des *ladinos*, évaluée à 54 % de la population totale en 1807, est un des traits les plus caractéristiques de la région⁴. Ce territoire constitue, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, le centre des intérêts économiques du Royaume grâce à la culture d'un arbuste, l'*indigofera* qui permettait de produire une teinture : l'indigo⁵, destinée pour l'essentiel à l'exportation vers les industries textiles naissantes de l'Europe⁶.

¹ Manuel Rubio Sanchez, *Historia del añil...*, op. cit., p. 182.

² Jorge Luján Muñoz, "El Establecimiento del Estanco del Tabaco" in *Mesoamérica*, N° 41, juin 2001, Antigua Guatemala, p. 113.

³ Miguel Larreinaga, *Prontuario de todas las reales cédulas, cartas acordadas y órdenes comunicadas a la Audiencia del Antiguo Reino de Guatemala desde el año de 1600 hasta 1818 formado por el Sr. Lic. Don Miguel Larreinaga y continuado por los Sres. Licenciados D. Felipe Neri y D. Rafael del Barrio*, Guatemala: Imprenta Luna, 1857, fol. 298. Un décret royal datée du 14 mai 1777 évoque la possibilité de diviser l'*Alcaldía Mayor* en cinq, ou au moins en deux, en raison de son extension très vaste.

⁴ Rodolfo Baron Castro, *La población de El Salvador*, Madrid, C.S.I.C., 1942, p. 255.

⁵ Justina Sarabia Viejo, *La Grana y el añil, técnicas tintoreas en México y América Central*, Sevilla, Escuela de Estudios Hispano-Americanos, 1994, p. 222. L'auteur cite une cédule royale du 14 juin 1558, qui permet de dater à partir de quand les Espagnols ont cherché à exploiter les plantes tinctoriales dans la région du Guatemala. Sur le procédé de fabrication de la teinture voir José Antonio Fernández, *Pintando el mundo de azul, El auge añilero y el mercado centroamericano, 1750-1810*, El Salvador, Concultura, 2003, p. 75.

⁶ Plusieurs études et thèses ont été consacrées à l'indigo en Amérique centrale, ce qui montre l'importance stratégique de ce produit dans la vie économique locale : voir les thèses de Troy Floyd, "Salvadorean Indigo and the Guatemalan Merchants : a study in Central American socio-economic history 1750-1800", thèse soutenue en Californie à l'université de Berkeley en 1959 et celle, plus récente, de José Fernández Molina, "Colouring the world in blue. The indigo boom and the Central American market, 1766-1810", Austin, niversity of Texas, 1992. Voir aussi les deux tomes publiés par Manuel Rubio Sanchez, *Historia*

En 1797, le scientifique José Mariano Moziño Suarez de Figueroa, dans son traité sur le *Xiquilite* du Guatemala écrivait que « *Le Royaume du Guatemala a, pendant plus de deux siècles, fourni à lui seul la production d'indigo de bonne qualité qui se consommait en Europe* »¹. Entre 1783 et 1792, 90 % des 9 721 800 livres d'indigo produites dans l'Audience du Guatemala proviennent de cette région salvadorienne². Les volumes produits ne cessèrent de croître tout au long du XVIII^e siècle : 435 932 livres entre 1710 et 1719, 2 062 695 entre 1750 et 1759, 4 103 748 entre 1760 et 1769. De même les exportations passèrent de 702 261 livres entre 1772 et 1780, à 972 180 livres de 1783 à 1792 puis à 875 256 de 1791 à 1800 avant de connaître une baisse sensible et régulière dans le premier quart du XIX^e siècle (459 407 livres entre 1809 et 1818)³. De nombreux historiens s'accordent à reconnaître que les deux tiers de cette production étaient dus à de petits propriétaires (6 à 100 livres par an chacun) mais il faut nuancer selon les zones de production et sûrement selon les époques car autour de San Vicente et Zacatecoluca, en 1804, la famille Aycinena et quelques autres exploitants produisaient l'essentiel de l'indigo. Le produit fini était vendu par les producteurs salvadoriens aux marchands de la capitale à l'occasion d'une foire annuelle. La marge de négociation pour ces producteurs était réduite car les commerçants finançaient les mises en culture et imposaient les prix ou ne tenaient pas toujours compte des prix officiels fixés pendant la foire. Les récoltes étaient ensuite acheminées vers la douane centrale de Guatemala puis vers le port d'Omoa. En plus de l'importance de l'indigo, la visite de Cortés y Larraz confirme l'omniprésence du maïs ainsi que l'importance de l'élevage, du haricot rouge et de la canne à sucre. Les meilleures terres étaient probablement consacrées à l'indigo, ce qui avait pour conséquence de renchérir certains produits vivriers. Le manque de ces denrées devint particulièrement aigu à partir des années 1760, avec l'intensification des mises en culture dans la région : « *Là où on cultive le giquilite, on manque souvent de pain ; là où il y a abondance de céréales, on manque de beaucoup d'autres produits que cette abondance permettrait de se procurer si on levait les obstacles dont on a parlé. (...) L'abondance dans ce cas-là est préjudiciable* »⁴. Les plus grosses unités de production qui se livraient à la culture de l'indigo consacraient aussi une bonne partie des terres à l'élevage de quantités

del indigo o Xiquilite en Centro America, Guatemala, 1976 et l'article de Robert Smith, "La producción y el comercio del añil en el Reino de Guatemala", publié dans Jorge Luján Muñoz, *Economía de Guatemala, 1750-1940. Antología de Lecturas y Materiales*. II Tomos, Guatemala, Facultad de Humanidades, USAC, 1980, pp. 215 à 247. Robert Smith souligne que 80 % de l'indigo produit en Amérique centrale étaient réexportés de l'Espagne vers l'Angleterre et la Hollande.

¹ Justina Sarabia Viejo, *La Grana y el añil...*, op. cit.. Le traité de Moziño est publié dans son intégralité.

² David Browning, *El Salvador: La tierra y el Hombre*, El Salvador, Ministerio de Educación, Dirección de Publicaciones, 1975, p. 127.

³ Victor Hugo Acuña Ortega, *Le commerce...*, op. cit., p. 230 ; Ralph Lee Woodward, *El Consulado de Comercio...*, p. 75 ; José Antonio Fernández, *Pintando el mundo de azul...*, p. 55.

⁴ BNG, *Gazeta de Guatemala*, Tome VII, N° 313, fol. 296. "Apuntamientos estadísticos del bachiller Talcambida sobre la agricultura y comercio de éste reyno". (1798).

importantes de bétail¹. Les livres de comptes des haciendas de Gregorio Castriciones révèlent comment ces deux activités s'articulaient. Selon les années, les revenus tirés de l'indigo oscillaient entre 1 424 et 8 100 pesos tandis que ceux de la vente du bétail et du fromage principalement allaient d'un minimum de 5 968 pesos à un maximum de 11 591 pesos². Seul le sel, dans la région de Sonsonate occupait, semble-t-il, de nombreuses personnes dans deux grandes haciendas : San Pedro et Ayascachapa. Cortés y Larraz observa aussi que les indigènes confectionnaient des chapeaux de palme et des nattes avec les joncs. Comme pour la capitale du Royaume, mais à moindre échelle, la ville de San Salvador était approvisionnée par les paroisses voisines comme celle de Toncatepeque d'où provenaient le maïs, les haricots rouges, le bétail, la canne, les légumes et les fruits³. Les mines étaient peu nombreuses, même si à la fin du XVIII^e siècle plusieurs commerçants de la capitale décidèrent de reprendre l'exploitation de « Los Encuentros » située dans la paroisse de San Miguel Gotera. Les Maisons Aycinena et Pavón, Juan Bautista Marticorena et Tadeo Piñol reconnaissaient alors être redevables de 55.800 pesos aux héritiers et s'engageaient à payer 5 % d'intérêt et à rembourser le capital dans les quatre années⁴. C'était une grosse opération financière : l'argent fut prêté par les exécuteurs testamentaires de l'ancien propriétaire, Domingo Sanchez Espino, lequel était connu des fonctionnaires royaux pour avoir maltraité ses ouvriers⁵. D'une manière générale, la province utilisait beaucoup le *repartimiento* ; à la fin du XVIII^e siècle, 78 propriétaires d'haciendas pouvaient employer jusqu'à 3284 Indigènes⁶.

La plus grande partie du Nicaragua est couverte de plaines et de collines très étendues. La majorité des habitants se concentrait autour des grands lacs et dans la région proche du Pacifique. Par contre la partie nord-occidentale était pratiquement déserte à l'exception du versant atlantique où ils vivaient marginalement, mais en lien étroit avec les indigènes Mosquitos. En 1778,

¹ AHAG, A4.29, T7, 29. Le curé de Sesuntepeque dans la province de San Vicente était propriétaire d'une hacienda de 20 000 pesos où paissaient plus de "1000 reses, 200 yeguas, 100 caballos".

² José Antonio Fernández Molina, "Colouring"..., *op. cit.*, p. 202. Les chiffres correspondent aux années 1813-1835.

³ Pedro Cortés y Larraz, *Descripción...*, *op. cit.*, p. 212.

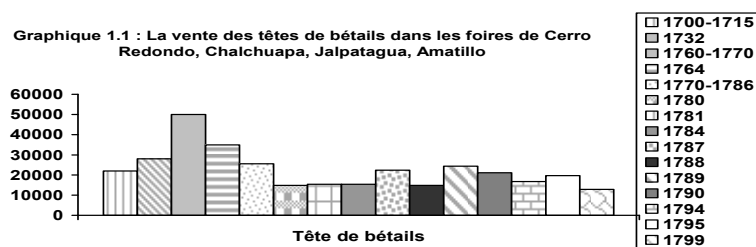
⁴ AGCA, A1-20, Leg. 949, fol. 370. Livre de notaire de José Diaz Gonzalez. Ils obtiennent la somme des exécuteurs testamentaires de Domingo Sanchez Espino. Voir Christophe Belaubre, "Juan Bautista Marticorena" in DBC, AFEHC, Identifiant n° 2134.

⁵ AGI, Guatemala 721 et voir Luis Pedro Taracena Arriola, *Ilusión minera* ..., *op. cit.*, p. 206. Domingo Sanchez Espino était, parmi les entrepreneurs miniers, l'un de ceux qui disposaient le plus d'indigènes en *repartimiento* car il obtint, pendant un temps, l'appui du Capitaine Général Gálvez mais localement ses initiatives se heurtèrent à des résistances. Voir Troy S. Floyd, "Bourbon Palliatives and The Central American Mining Industry, 1765-1800", *The Americas* 18, octobre 1961, p. 103-125.

⁶ Juan Carlos Solórzano Fonseca, "Los años finales...", *op. cit.*, p. 25. Sur ce système voir Nancy M. Farris, *La sociedad maya bajo el dominio colonial. La empresa colectiva de la supervivencia*, Madrid, Alianza, 1992, p. 80 ; Robert W. Patch, *Maya and Spaniards in Yucatán, 1648-1812*, Stanford, Stanford University Press, 1993.

les Nicaraguayens étaient un peu plus de 130 000, dont plus de 50 % concentrés dans la province de León. La principale ville, León, était le siège d'une intendance et d'un évêché. L'élevage était la principale activité au Nicaragua. Chaque année des milliers d'animaux prenaient la direction de la région frontalière qui séparait Sonsonate de Guazacapán-Escuintla pour être tués dans la capitale du Royaume. En 1751, 287 haciendas étaient spécialisées dans l'élevage, dans les paroisses de Nandaime, Masatepe, Masaya, Managua, Teustepe et Acoyapa. Quelques chiffres dans le graphique ci-dessous montrent la production échangée alors dans le Royaume à la foire de Chalchuapa puis, à partir de 1794, à Jalpatagua (Graphique 1.1).

Graphique 1.1. Vente de bétails dans les foires de Cerro Redondo, Chalchuapa, Jalpatagua, Amatillo



Source : (1732 et 1764) Adriaan C. Van Oss, *Catholic colonialism: ..., op. cit.*, p. 131 (1780) ; José Antonio Fernández Molina, "Colouring...", *op. cit.*, p. 188. "Libro diario del rastro de Guatemala" (1781, 1784, 1795); Gustavo Palma Murga, "Agriculture...", *op. cit.*, p. 527-529. (1794) AGI, Liasse 558 et (1799) AGCA, A3. Leg. 2173. "Estado que muestra el numero de Reses que se ha introducido en la feria de ganados celebrada en el Pueblo de Chalchuapa en 1799"; (1786-1790) Francisco de Paula García Peláez, *Memorias para la Historia del Antiguo Reino de Guatemala*, Tome II, Guatemala : Sociedad de Geografía y Historia de Guatemala, 1972, p. 195 ; (1760-1770) et (1770-1786) : Article d'Horacio Cabezas Carcache "producción agropecuaria" et "Comercio" in Jorge Luján Muñoz (Comp.), *Historia General de Guatemala*, Guatemala, Asociación de Amigos del País, 1999.

Les Nicaraguayens, qui amenaient environ les deux tiers de leur bétail à cette foire, étaient complètement dépendants des prix fixés par les commerçants de la capitale, eux-mêmes gros producteurs et qui pouvaient donc négocier en position de force. Le négoce des bestiaux était une activité à caractère spéculatif. En 1773, soixante-dix têtes de bétail étaient tuées chaque jour dans la capitale, soit plus de 25 000 têtes par an. Cette consommation aurait dû augmenter de manière significative avec la croissance démographique, or on échangeait à Chalchuapa seulement 70 % de cette quantité. Il est évident que les négociants guatémaltèques ne dépendaient pas des seuls producteurs nicaraguayens et honduriens pour alimenter la ville. Bien avant que la Couronne ne décide en 1800 de libérer le commerce du bétail, une bonne partie des viandes consommées dans la capitale ne provenaient pas de cette seule foire mais des haciendas du Guatemala. Une partie du bétail envoyé aux foires à bestiaux était déjà négociée une année auparavant, soit contre des marchandises, soit contre la

promesse d'un paiement en liquide. Il faut aussi tenir compte qu'une grosse partie du bétail était aussi vendue au moment même de la foire. Pendant le trajet de plus de 200 lieues, les pertes, en raison de la fatigue et du manque d'eau, étaient très importantes. En janvier 1797, 10 159 vaches quittèrent León et 3 975 Comayagua : 40 % seulement parvinrent sur le lieu de la foire¹ ! Une fois sur place, les marchands imposaient le plus souvent un prix de quatre pesos par tête. Il fallait attendre une année pour le paiement. Souvent, celui-ci se faisait en liquide pour une part, en marchandises pour l'autre part. Les bêtes amenées du Honduras et du Nicaragua étaient ensuite distribuées dans les haciendas du Valle de Guatemala pour être engraisées, avant d'être vendues dans la capitale ou au Salvador. Ainsi Mariano Valdes négocie avec Pedro Flores « 1000 jeunes taureaux à 13 pesos dont il doit recevoir la moitié dans les Haciendas de Viteri en avril et l'autre moitié dans la ville de Guadalupe dès le début du même mois »². Les archives notariales fourmillent d'exemples de contrats d'achat de bétail entre le Nicaragua et le Guatemala lesquels montrent que l'essentiel de ce commerce se faisait entre quelques acteurs. Ainsi en 1776 Mariano de Arrivillaga achetait 306 bêtes à Joaquín Solórzano³. Dix années plus tard ce même éleveur du Nicaragua vendait 3150 têtes de bétail à Miguel Álvarez de Asturias au prix de 6,3 pesos par tête. Quelques temps plus tard, Mariano Murillo et Francisco de Ugarte vendaient respectivement à Tadeo Piñol et Martin Barrundia, 6619 et 4250 têtes⁴. Quelques producteurs nicaraguayens d'indigo se rendaient aussi chaque année à la foire d'Apastepeque dans l'intendance du San Salvador pour vendre les 15 000 pesos autorisés par la Couronne (soit 7 % de la production salvadorienne)⁵. Miguel Díaz Cabeza de Baca par exemple disposait d'une hacienda proche du village d'El Viejo d'une valeur estimée de 10 000 pesos. En 1794, il venait tout juste de consacrer une partie des terres à l'indigo : « elle était seulement consacrée à la production de sucre et maintenant elle sert aussi à produire de l'indigo »⁶. Comme dans de nombreuses régions d'Amérique centrale, les marchés locaux étaient alimentés en sucre par plusieurs sucreries localisées pour l'essentiel dans la région d'El Realejo qui en comptait cinq en 1740⁷.

¹ Germán José Romero Vargas, *Les structures sociales du Nicaragua ...*, op. cit., p. 251. Selon l'auteur 114 furent utilisées pour la nourriture pendant le voyage, 1.186 se perdirent, 2 627 moururent d'épidémies, 1 953 furent vendues avant d'arriver car elles ne pouvaient poursuivre le chemin.

² AGCA, A1-20, Leg. 836, fol 16 (1825).

³ AGCA, A1-20, Leg. 778, Exp. 9271, Livre de notaire de Carlos de Figueroa, fol. 117 (1776).

⁴ AGCA, A1-20, Leg. 944, Exp. 9437, Livre de notaire de José Díaz González, fol. 119 v. (1794).

⁵ Germán José Romero Vargas, *Les structures sociales du Nicaragua ...*, op. cit., p. 252.

⁶ Archivo Histórico de la Diócesis de León noté dorénavant AHDL, Section des chapellenies, 1794.

⁷ Germán José Romero Vargas, *Les structures sociales du Nicaragua...*, op. cit., pp. 232-233.